

38267



Commission économique  
pour l'Afrique



# Bulletin de la Population et du Développement de l'Afrique

2002

ECAC  
314  
B9365  
c.5





Commission Economique pour l'Afrique

# Bulletin de la Population et du Développement de l'Afrique 2002

Pour toute correspondance, s'adresser à:

B.P. 3001

Courrier électronique: [APDB@uneca.org](mailto:APDB@uneca.org)

Pour ce document ainsi que d'autre publications, veuillez visiter le site Web «Population information Africa (POPIA)» de la CEA à l'adresse ci-après: <http://www.uneca.org/popia/>

# Sommaire

<b>Éditorial .....</b>	<b>v</b>
<b>Population et développement durable en Afrique</b>	
Mise en œuvre d'Action 21 en Afrique – 10 ans après Rio .....	1
Préparatifs africains du Sommet mondial pour le développement durable de 2002 .....	4
État de l'environnement et de la sécurité alimentaire en Afrique .....	5
<b>Gros plan sur la CIPD</b>	
Quatrième réunion du Comité africain de suivi de la mise en œuvre de la DDN/CIPD .....	7
Intérêts, nécessité et contraintes pour la mise en place d'un système d'information statistique en Afrique pour le suivi et l'évaluation des politiques sociales .....	10
Grandes questions liées à la migration africaine: conséquences sur la politique sociale .....	13
<b>Espace des données</b>	
Tendances et perspectives du vieillissement de la population en Afrique durant la période 1950-2000 .....	16
<b>VIH/Sida en Afrique</b>	
Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme: élargir l'accès au traitement et aux soins .....	21
<b>ONG au travail</b>	
Programme d'action et initiatives pour la santé et le développement social au Togo (AIDSS-TOGO) .....	24
Human Resources Development Centre: une nouvelle initiative pour le millénaire .....	26
<b>Le modèle PEDa</b>	
Le modèle population, environnement, développement et agriculture (PEDa) appliqué au Cameroun .....	27
<b>Études de cas</b>	
Secteur forestier, pauvreté et développement durable en Afrique .....	32
<b>Notes de recherche</b>	
Effets du VIH/sida sur la fécondité en Afrique subsaharienne .....	35
Projets de gestion du développement par des simulations macroéconomiques .....	36
<b>Quoi de neuf</b>	
Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement .....	37
<b>Ressources .....</b>	<b>40</b>
<b>Dates à retenir .....</b>	<b>41</b>
<b>Nouvelles acquisitions de la bibliothèque .....</b>	<b>42</b>



# Éditorial

Le présent numéro du *Bulletin de la population et du développement de l'Afrique*, le quatrième du genre, est publié à l'initiative de la Division développement durable<sup>1</sup> de la CEA. Tiré à 3000 exemplaires, il est publié chaque année depuis 1999 en anglais et en français et largement distribué en Afrique et ailleurs auprès des planificateurs, des décideurs, des universitaires et des chercheurs, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations internationales et des spécialistes en général. Il est également disponible en version électronique sur le site Web de la CEA et celui de *Population Information Africa* (POPIA).

Le Bulletin vise à favoriser l'échange et le partage d'expériences entre les différents pays dans la mise en œuvre des plans d'action et des recommandations des grandes conférences mondiales relatives au développement durable en Afrique. Il constitue également un cadre de discussion sur les questions cruciales relatives à la population et au développement de la région et permet à la Division du développement durable de la CEA de faire le point des tendances et politiques en matière de population, de sécurité alimentaire et de développement durable et de mettre en valeur les liens d'interdépendance entre la population, l'agriculture et l'environnement en Afrique. Enfin, le Bulletin met en exergue les acquis, les meilleures pratiques et les contraintes dans l'application des recommandations des grandes conférences mondiales et fournit également des informations sur les résultats des recherches, les initiatives en matière de grandes orientations, les résultats des politiques, les activités menées à l'échelle nationale et régionale et les initiatives prises au niveau de la base.

Le *Bulletin de la population et du développement de l'Afrique* aide la Division du développement durable à accomplir sa mission d'appui au développement durable en Afrique en traitant des questions indissociables liées à l'interdépendance entre population, développement social, agriculture, moyens de subsistance économique et environnement. C'est aussi un instrument qui permet à la Division de présenter une analyse de ces questions et de sensibiliser les décideurs pour qu'ils les prennent en compte dans le processus de planification. Le présent numéro traite de thèmes tels que la population et le développement durable en Afrique, les manifestations liées à la Conférence internationale sur la population et le développement et le VIH/sida en Afrique. Il propose également un espace des données, un aperçu des activités des ONG, des notes de recherches, etc.

Pour faire du Bulletin un véritable cadre de discussion, la Division du développement durable invite toutes les parties intéressées à y apporter leur contribution. Les chercheurs et les ONG sont particulièrement encouragés à rendre compte de leurs activités. La Division souhaiterait également recevoir des informations sur les manifestations passées ou à venir, notamment les rapports sur les ateliers et autres colloques scientifiques, ainsi que les publications récentes sur la question. À cet égard, les éditeurs tiennent à remercier tous ceux qui ont répondu à leur invitation en apportant leur contribution au Bulletin.

Afin d'être à l'écoute des lecteurs, les éditeurs souhaitent vivement connaître leurs réactions. La Division du développement durable remercie tous les lecteurs qui ont répondu au questionnaire joint aux précédents numéros du Bulletin. Vos commentaires et vos propositions nous ont permis d'évaluer le Bulletin et de l'améliorer pour lui permettre d'atteindre ses objectifs.

<sup>1</sup> Jusqu'en décembre 2001, la Division s'appelait Division de la sécurité alimentaire et du développement.



# Mise en œuvre d'Action 21 en Afrique – 10 ans après Rio

Isatou Gaye, Division du développement durable, CEA



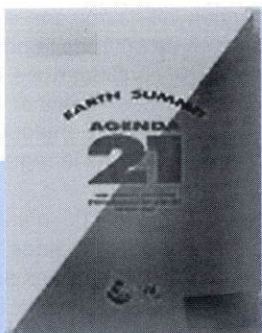
Action 21 est un plan d'action mondial qui a été adopté à la Conférence mondiale sur l'environnement et le développement, tenue en 1992, à Rio de Janeiro (Brésil). Destiné à favoriser le développement durable en intégrant les problèmes d'environnement et de développement, il est le fruit d'un consensus mondial et d'un engage-

ment politique au plus haut niveau en faveur de la coopération dans les domaines du développement et de l'environnement. La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et les conventions mondiales en matière d'environnement, notamment les conventions sur les changements climatiques et la biodiversité, ainsi que les principes relatifs aux forêts, ont également été adoptés à cette Conférence.

Action 21 comprend 40 chapitres relatifs aux domaines de programmes relevant des grandes catégories ci-après: secteur social et économique, conservation et gestion des ressources pour le développement, rôle des grands groupes et moyens de mise en œuvre. Premiers concernés par la mise en œuvre d'Action 21, les gouvernements doivent établir des stratégies, des plans, des politiques et des processus nationaux qui doivent être appuyés et complétés par la coopération internationale. Action 21 préconise une large participation incluant les organisations non gouvernementales, le secteur privé et la société civile en général. Au moment de son adoption, on s'est accordé à reconnaître que la mise en œuvre de ce programme nécessitait des ressources considérables et que les pays en développement auront besoin d'une aide financière pour faire face aux coûts élevés de la réalisation des objectifs en matière d'environnement et de développement.

La 55<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies avait décidé que le Sommet mondial pour le développement durable se tiendrait à Johannesburg (Afrique du Sud) en août/septembre 2002. L'objectif global de ce Sommet était de relancer l'engagement mondial au plus haut niveau politique à l'égard du développement durable et du partenariat Nord-Sud, et de susciter une solidarité internationale pour accélérer la mise en œuvre d'Action 21. L'évaluation des progrès réalisés en 10 ans dans la mise en œuvre d'Action 21 et de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement ont constitué un volet essentiel du Sommet.

La 55<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée générale a également décidé que cette évaluation devrait s'attacher à recenser les acquis et les domaines où il importe de déployer davantage d'efforts dans la mise en œuvre Action 21.



## Domaines de programmes d'Action 21

Conservation et gestion des ressources pour le développement: protection de l'atmosphère; planification et gestion intégrées des ressources foncières; lutte contre la déforestation; lutte contre la désertification et la sécheresse; promotion d'un développement agricole et rural durable; préservation de la diversité biologique; gestion écologiquement rationnelle de la biotechnologie; protection des océans, des mers et des zones côtières; protection de la qualité de l'eau douce; gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques, des déchets dangereux, des déchets solides, des eaux usées et des déchets radioactifs.

Secteur social et économique: lutte contre la pauvreté; modes de consommation; dynamique démographique; santé humaine; établissements humains durable; intégration de l'environnement et du développement.

Rôle des grands groupes: femmes, enfants et jeunes, renforcer le rôle des populations autochtones et des organisations non gouvernementales; initiatives des autorités locales; renforcement du rôle des travailleurs et des syndicats, des entreprises et de l'industrie; communauté scientifique et technique; renforcer le rôle des agriculteurs.

Moyens de mise en œuvre: coopération internationale; ressources et mécanismes financiers; transfert de technologie écologiquement rationnelle; coopération et renforcement des capacités.



Déclaration ministérielle africaine au Sommet  
mondial pour le développement durable  
Nairobi, octobre 2001

« Le développement en Afrique est à la fois complexe et difficile et les domaines du développement durables liés à l'homme doivent être considérés comme prioritaires. La Déclaration ministérielle africaine pour le Sommet mondial pour le développement durable comporte un grand nombre de domaines prioritaires qui reflètent les réalités de la région ».

Priorités retenues dans la Déclaration ministérielle africaine :

Élimination de la pauvreté;  
Développement industriel;  
Agriculture et sécurité alimentaire;  
Développement humain;  
Jeunesse;  
Commerce et accès aux marchés;  
Financement du développement durable;  
Investissement;  
Allègement de la dette;  
Augmentation de l'aide publique au développement;  
Fonds pour l'environnement mondial (FEM);  
Infrastructures et établissements humains durables;  
Science et technologie;  
Désertification et dégradation des sols;  
Environnement côtier et marin;  
Biodiversité;  
Forêts;  
Ressources minières;  
Changements climatiques et atmosphère;  
Prévention des catastrophes;  
Déchets;  
Gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques;  
Eau douce et assainissement;  
Énergie;  
Appui à la coopération régionale et à l'intégration économique;  
Gouvernance;  
Participation des parties prenantes;

Source: Déclaration ministérielle africaine au Sommet mondial pour le développement durable, Nairobi, octobre 2001,  
<http://www.Johannesbursummit.org.html/prep process/africa.Html>

L'évaluation de la mise en œuvre d'Action 21 en Afrique a été effectuée aux niveaux national et sous-régional et a été couronnée par la tenue, en octobre 2001, à Nairobi, d'une conférence régionale au cours de laquelle a été adoptée la Déclaration ministérielle africaine relative au Sommet mondial pour le développement durable. L'évaluation a pris en compte les acquis, les contraintes, les problèmes et les perspectives, et a proposé une marche à suivre pour mettre en œuvre les priorités de l'Afrique.

Le présent article présente un résumé de l'état d'avancement de la mise en œuvre d'Action 21 en Afrique en tenant compte des divers processus et consultations préparatoires qui ont été organisés en prévision du Sommet mondial pour le développement durable. Il comporte également des propositions concernant les actions prioritaires et la marche à suivre.

### Conservation et gestion des ressources pour le développement durable

Dix ans après Rio, la région Afrique demeure confrontée à toute une série de problèmes liés à l'environnement. L'état de l'environnement et le potentiel en matière de ressources naturelles du continent, qui constituent dans une grande mesure le moteur de la croissance économique et du développement durable, ne cessent de se détériorer. La dégradation de l'environnement est allée de pair avec la destruction des ressources naturelles et des écosystèmes, notamment les forêts, l'eau, les ressources marines et côtières, sans oublier l'érosion des sols et la pollution de l'air.

La pauvreté persistante a contribué à accélérer la dégradation des ressources naturelles et à intensifier le processus de désertification. La baisse de la productivité agricole a entravé les efforts déployés en vue du développement durable. Certains de ces problèmes sont dus à la nature inadaptée des politiques et à la mauvaise hiérarchisation des priorités, mais aussi à l'évolution de la situation et des conditions au niveau mondial.

### Questions socioéconomiques

Les économies africaines sont en déclin. Sur la moitié du continent au moins, le taux de croissance économique n'a pas dépassé les 2 % par an, alors que la population a augmenté au

rythme de 3 % par an en moyenne. Le rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale s'est limité à fournir de la main-d'œuvre et des matières premières à bon marché. Ainsi, l'Afrique demeure le continent le plus pauvre alors que c'est l'une des régions les plus richement dotées du monde.

La plupart des africains sont pauvres, surtout dans les zones rurales subsahariennes où la misère est prononcée et très répandue et touche près de 60 % de la population. Le continent est toujours en proie aux conflits armés et les ressources qui auraient pu être utilisées pour financer des programmes de développement durable ont été englouties par ces conflits, exacerbant ainsi la pauvreté dans la région.

La population africaine a continué d'augmenter de manière sensible, surtout dans les zones urbaines, ce qui a eu pour effet d'augmenter la pression sur les services de base pour répondre aux besoins en constante augmentation. En dépit de quelques améliorations en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement dans la région, une grande partie de la population africaine demeure privée de ces services. Ainsi, la population du continent continue de faire face à des problèmes de plus en plus graves en matière de santé et d'insécurité alimentaire. L'espérance de vie a augmenté dans la région, mais la



pandémie du VIH/sida a remis en question cet acquis. D'autres maladies, comme le paludisme et la tuberculose, demeurent des menaces graves.

### Rôle des grands groupes

Les participants à la Conférence de Rio ont reconnu que l'engagement et la participation effective de toutes les composantes de la société, à savoir les femmes, les jeunes, les ONG et le secteur privé, étaient des conditions indispensables pour le succès d'Action 21. Dans certains pays, on a créé des ministères chargés des questions féminines et des jeunes, et les femmes occupent peu à peu des postes de responsabilité. Dans d'autres pays, des conseils d'ONG ont été mis en place pour coordonner les activités de toutes les ONG et ont reçu pour mission de participer à la remise en état de l'environnement. Les capacités des autorités locales ont également été renforcées pour leur permettre de mener à bien les plans d'action locaux d'Action 21, et le secteur privé a été intégré à différents comités d'Action 21, mais il reste encore beaucoup à faire.

### Moyens de mise en œuvre

En dépit des promesses faites à Rio, les investissements directs étrangers en Afrique demeurent extrêmement faibles. Actuellement, près de 95 % des ressources financières utilisées en Afrique proviennent de sources internes. De nombreux pays africains demeurent fortement endettés. Durant la décennie écoulée, une bonne partie des recettes à l'exportation a été utilisée pour rembourser la dette, aggravant ainsi l'incapacité des pays africains à mettre en œuvre des stratégies de développement durable.

La mondialisation pose de nouveaux et graves problèmes pour l'Afrique qui n'a pas encore bénéficié de ses avantages. La libéralisation du commerce et les pressions exercées sur beaucoup de pays pour qu'ils remboursent leur dette extérieure ont, dans une grande mesure, aggravé la dégradation de l'environnement déjà favorisée par l'absence de politiques et de lois sur la question. Enfin, la région ne dispose ni de la technologie ni des ressources financières nécessaires pour exploiter pleinement ses ressources énergétiques au profit des secteurs clés que sont l'industrie, les transports, l'information et les techniques de communication.

### Aspects positifs

En dépit de tous ces problèmes, certains pays ont enregistré des progrès en matière de sensibilisation aux questions de développement durable. Ils ont élaboré des politiques et des

stratégies de développement durable et ont mis en place des mécanismes de coordination interinstitutions ou renforcé les mécanismes existants. La société civile, notamment les ONG, les associations de femmes et de jeunes et le secteur privé, participent de plus en plus à la conception et à la mise en œuvre des stratégies et plans d'action en matière de développement durable. Le processus de démocratisation a donné des résultats encourageants et la décentralisation de la gestion des ressources naturelles a été renforcée. L'accès à l'éducation, notamment pour les filles, a également été amélioré et l'intégration sous-régionale a été consolidée.

### Propositions relatives aux actions prioritaires et voie à suivre

L'élimination de la pauvreté doit être considérée comme un thème prioritaire pour l'Afrique au Sommet mondial pour le développement durable. Les stratégies de développement durable doivent avoir un caractère global. Tous les secteurs sociaux doivent participer à leur élaboration et à leur mise en œuvre en veillant à ce qu'elles prennent en compte les facteurs socioéconomiques et environnementaux. L'Afrique doit investir dans ses ressources humaines qui constituent le moteur du processus de développement. La réalisation des objectifs de développement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture conditionne la mise en valeur des ressources humaines de l'Afrique et le renforcement de la stabilité sociale, économique, environnementale et politique.

L'énergie étant un facteur indispensable du développement, l'Afrique se doit de hâter la transition vers l'utilisation des sources d'énergie renouvelables. Le développement technologique et le renforcement des infrastructures et de l'intégration régionale jouent également un rôle décisif dans l'amélioration de la compétitivité au sein du système commercial multilatéral. Durant la décennie écoulée, l'Afrique a appris que la paix, la sécurité et la stabilité étaient des éléments essentiels du développement durable et devaient, à ce titre, être favorisées et renforcées. Enfin, les réformes institutionnelles et l'accès aux ressources financières pour le développement aux niveaux national, sous-régional, régional et international, sont indispensables à la mise en place de mécanismes de mise en œuvre viables.

Le présent article est extrait du Rapport sur l'examen et l'évaluation de la mise en œuvre d'Action 21 en Afrique: CEA, 2001.

*Les documents du processus préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable en Afrique peuvent être consultés sur le site Web ci-après: [http://www.Johannesburgsummit.org/html/prep\\_process/africa](http://www.Johannesburgsummit.org/html/prep_process/africa).*



# Préparatifs africains du Sommet mondial pour le développement durable de 2002

Ousmane Laye, Division du développement durable, CEA

Nouveautés

Dans le but de faciliter le lancement d'un processus de consultation élargi dans le cadre des préparatifs africains du Sommet mondial pour le développement durable de 2002, la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a organisé une réunion de haut niveau sur le développement durable qui a regroupé les parties prenantes au siège de la CEA. Un secrétariat commun élargi comprenant la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Union africaine (UA), la Banque africaine de développement (BAD), l'Union du Maghreb arabe (UMA), la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique pour le développement des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement/ Marché commun de l'Afrique de l'Est et australe (IGAD/COMESA) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) a été mis en place pour orienter, impulser et appuyer le processus préparatoire dans la région.

Les préparatifs régionaux africains du Sommet mondial pour le développement durable de 2002 se sont déroulés aux niveaux national, sous-régional et régional. Au plan national, les évaluations ont été effectuées par les comités nationaux du développement durable. Ces évaluations ont alimenté les évaluations régionales qui ont été effectuées par les cinq principales communautés économiques sous-régionales, à savoir l'UMA, la CEEAC, la CEDEAO, l'IGAD/COMESA et la CDAA. Des consultations sous-régionales ont été organisées entre le 5 septembre et le 3 octobre 2001. Chacune de ces consultations a examiné le rapport d'évaluation sous-régional et adopté une déclaration sous-régionale sur le Sommet. Les résultats de ces processus sous-régionaux ont été transmis au processus préparatoire régional.

La conférence préparatoire régionale pour l'Afrique s'est tenue du 15 au 18 octobre 2001, à Nairobi (Kenya). Elle a regroupé 273 participants représentant 42 pays africains, 24 organisations non gouvernementales, 8 organisations intergouvernementales et 17 organismes des Nations Unies. Les participants ont évalué les progrès réalisés ainsi que les contraintes rencontrées et identifié les domaines nécessitant de nouveaux efforts et les défis qui attendent l'Afrique dans le cadre de la mise en œuvre d'Action 21. Ils ont adopté la Déclaration ministérielle africaine qui a servi de contribution au processus préparatoire mondial du Sommet de Johannesburg. Un Forum de l'industrie et un Forum des ONG et de la société civile ont été organisés en marge de la conférence, et leurs recommandations ont été prises en compte dans la rédaction de la Déclaration ministérielle, laquelle a également identifié les domaines d'action prioritaires qui ont été examinés par le Sommet. Ils couvrent les trois piliers du développement durable que sont le développement économique, le développement social et la gestion de l'environnement.

Avant la tenue de la conférence régionale, la CEA a participé à la table ronde régionale des personnalités éminentes qui a eu lieu du 25 au 27 juin 2001, au Caire (Égypte). Il s'agit de l'une des cinq tables rondes organisées dans toutes les régions par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU pour recueillir les points de vues d'experts indépendants de haut niveau dans le cadre du processus intergouvernemental mondial d'examen décennal de la mise en œuvre d'Action 21. Les recommandations de la table ronde ont également été prises en compte dans la Déclaration ministérielle africaine qui, avec les déclarations des autres régions, constitue l'essentiel de la documentation que le Comité préparatoire a établie à sa réunion de janvier 2002, à New York, et à sa quatrième session ministérielle, tenue en mai 2002, en Indonésie.



Dix ans après le Sommet de la Terre de Rio, le Sommet de Johannesburg a offert une occasion de choix pour les dirigeants de prendre des mesures concrètes et d'établir des objectifs quantifiables en vue d'une mise en œuvre plus efficace d'Action 21.

Le Sommet mondial pour le développement durable a rassemblé des dizaines de milliers de participants, parmi lesquels des chefs d'État et de gouvernement, des dirigeants d'organisations non gouvernementales, ainsi que des représentants des entreprises et des grands groupes qui ont concentré l'attention du monde entier et ont arrêté les mesures à même de résoudre des problèmes difficiles, notamment l'amélioration des conditions de vie des gens et la préservation des ressources naturelles dans un monde où la population ne cesse de croître en même temps que la demande pour les produits alimentaires, l'eau, le logement, l'assainissement, l'énergie, les services de santé et la sécurité économique.

Extrait du site Web du Sommet de Johannesburg de 2002, Sommet mondial pour le développement durable, <http://www.Johannesburgsummit.org/>



# État de l'environnement et de la sécurité alimentaire en Afrique

Kwadwo Tutu, Division du développement durable, CEA

Le présent article se propose d'analyser l'état actuel de l'environnement en Afrique et ses conséquences sur la sécurité alimentaire. La dégradation à grande échelle des sols, la déforestation et la désertification, les pertes de terres arables et de terres de parcours, la baisse de la productivité des sols, la perte de la biodiversité, la pollution, l'épuisement des ressources en eau douce et la détérioration de la qualité de l'air, notamment dans les zones urbaines, constituent les principales préoccupations en matière d'environnement en Afrique. Tous ces problèmes ont des effets directs sur la sécurité alimentaire, la gestion durable des ressources naturelles, la santé de la population et les efforts déployés pour lutter contre la pauvreté.

La détérioration actuelle de l'environnement s'explique essentiellement par la croissance rapide de la population, l'archaïsme des systèmes agricoles, la pauvreté chronique et croissante, la détérioration des termes de l'échange, le fardeau de la dette, les effets de la sécheresse, les catastrophes naturelles et les politiques de développement inappropriées. Tous ces facteurs constituent ce que l'on appelle communément l'interdépendance entre population, agriculture et environnement.

## Dégradation des sols

Près de 500 millions d'hectares de terres sont modérément ou gravement dégradés en Afrique. On estime que le recul des forêts tropicales est de l'ordre de 1 % par an. Cette dégradation a aggravé la désertification, la baisse de productivité des sols et les pertes de terres arables. Le surpâturage est responsable à hauteur de 50 % de la dégradation des sols, tandis que les activités liées à la production, l'arrachage des végétaux et la surexploitation des terres y contribuent à raison de 24 %, 14 et 13 %, respectivement. Dans un environnement dégradé, la production vivrière et le volume de combustible de la biomasse diminuent et l'écosystème est affaibli, de sorte que la population souffre de malnutrition et devient plus vulnérable aux maladies.

## Pression sur les ressources naturelles

L'importante population africaine (778,4 millions en 1999 d'après les estimations) et son taux d'accroissement élevé exercent une forte pression sur les ressources naturelles. La superficie des terres arables par habitant est tombée de 0,6 hectare en 1961 à 0,27 hectare en 1993. Près de 60 % de la population pauvre d'Afrique, qui vit avec environ un dollar É.U. par jour, dépend des ressources naturelles pour sa subsistance (nourriture, énergie, eau et autres besoins élémentaires). Les agriculteurs ne disposent pas de ressources suffisantes pour pratiquer l'agriculture intensive qui nécessite des investissements importants pour les intrants et les autres activités d'amendement des sols. Tous ces facteurs, au demeurant interdépendants, font que la sécurité alimentaire en Afrique devient problématique.

## Biodiversité

L'Afrique dispose d'un potentiel aussi riche que varié en matière de biodiversité avec plus de 50 000 d'espèces végétales, 1000 espèces de mammifères et 1500 espèces d'oiseaux. Elle abrite cinq des 25 réserves de biodiversité du monde, notamment la réserve de Guinée qui abrite la moitié des mammifères africains. Cette riche biodiversité comporte de nombreux avantages directs et indirects. Parmi les avantages directs, on peut citer les denrées alimentaires, les plantes médicinales, l'énergie et le tourisme. Malheureusement, une bonne partie de ces ressources est soit en danger, soit menacée d'extinction. Ainsi, de nombreuses espèces sont gravement menacées dans tous les pays africains, le record étant probablement détenu par la Tanzanie, avec 43 espèces de mammifères, 33 espèces d'oiseaux et 236 espèces végétales menacées, et Madagascar avec respectivement 50, 27 et 162 espèces menacées.

Les variations climatiques et les activités humaines comme la coupe du bois, l'exploitation de la biomasse, la chasse excessive, l'introduction d'espèces étrangères et l'extension des terres agricoles, constituent les



### Amélioration de la gestion des ressources foncières dans le district de Machakos, au Kenya

Dans les années 1930, le district semi-aride du centre-est du Kenya était caractérisé par la dégradation et l'érosion des sols, la réduction de l'exploitation des terres marginales avec comme conséquences une baisse des rendements, une augmentation du nombre de paysans sans terre, des pénuries alimentaires et une hausse du chômage, de l'endettement et de la migration. Pour faire face à ces problèmes, on a mis en place des systèmes améliorés de gestion des terres, parallèlement à des mesures appropriées.

Parmi les mesures prises, on peut citer le labourage par traction animale, l'introduction de variétés de maïs à rendement rapide, l'embouche et la culture du fourrage pour l'élevage intensif, l'introduction de la pratique du rayonnage pour faciliter les travaux de plantation, de désherbage et de terrassement, ainsi que le labourage par traction animale des zones marginales et l'utilisation de la fumure comme engrais (English, et al.1994).

Mesures prises:

- a) Orientation de la production agricole vers le marché et facilitation de l'accès;
- b) Mise à disposition des agriculteurs des informations relatives à une large gamme de nouvelles cultures et aux formules techniquement viables d'exploitation de la terre;
- c) Sécurisation des agriculteurs et octroi de droits à long terme sur les terres agricoles;
- d) Décentralisation du processus de décision pour l'allocation des ressources et la planification du développement de l'agriculture, et
- e) Investissements publics pour assurer la disponibilité des biens publics et des infrastructures que les communautés locales et les agriculteurs ne peuvent pas édifier par leurs propres moyens.

D'après des études récentes, rien n'indique que les sols sont épuisés. S'il est vrai que l'on constate une certaine érosion, il n'y a pas de pertes importantes de productivité consécutives aux mesures prises. On n'a pas constaté de baisse de rendements et les modes d'exploitation des terres marginales n'entraînent pas une dégradation des sols à long terme. La pratique de la jachère a effectivement été réduite, mais elle a été remplacée par des techniques locales nouvelles et plus productives. L'émigration s'est ralentie, rien n'indique l'existence de paysans sans terre et l'endettement rural n'est pas prouvé. Le chômage pose problème dans certaines zones, mais les pénuries alimentaires restent exceptionnelles. La malnutrition n'est pas vraiment grave, sauf chez certaines familles socialement défavorisées.

Source: English et al.,1994; Tiffen et al., 1994

principales menaces pour la biodiversité.

La biodiversité est actuellement très peu exploitée, en raison notamment de l'absence de politiques et de techniques appropriées, alors qu'elle pourrait contribuer dans une grande mesure à assurer la sécurité alimentaire et le développement durable.

### Ressources en eau

En dépit de l'abondance des ressources en eau de l'Afrique, près de 65 % de la population rurale n'a pas accès à l'eau potable et 73 % ne dispose pas d'installations d'assainissement. La situation n'est pas meilleure dans les zones urbaines où l'on estime que 25 % de la population n'a pas accès à l'eau potable et 43 % ne dispose pas de réseaux d'assainissement.

D'après les projections à l'horizon 2025, quelques 690 millions de personnes vivront dans des pays où l'eau sera rare (230

millions) ou soumise à des tensions (460 millions) et ce en raison du développement insuffisant du secteur hydraulique qui n'est pas en mesure de satisfaire la demande.

### Changement climatique

Même si la contribution de l'Afrique (4 %) au changement climatique mondial par suite des émissions de gaz à effet de serre est insignifiante, on estime que le continent est très exposé à ses effets. L'augmentation graduelle de la température entraînera une réduction des pertes de récoltes, tandis que les zones côtières basses rétréciront par suite de la montée des océans. D'autres effets du changement climatique, notamment la sécheresse, les cyclones et les inondations, constituent autant d'entraves à une sécurité alimentaire durable.

### Sécurité alimentaire

La marche de l'Afrique vers la sécurité alimentaire et le développement durable est rendue de plus en plus difficile,

notamment par la dégradation des terres qui entraîne une baisse de la productivité agricole et l'aggravation de l'insécurité alimentaire et constitue une grave menace pour la riche biodiversité du continent. Si l'on veut inverser cette tendance négative, il importe de prendre des mesures dans quatre principaux domaines: i) transformer le secteur agricole pour le rendre plus productif, ii) préserver la base de ressources naturelles et l'exploiter de manière durable, iii) poursuivre le développement socioéconomique à un rythme accéléré et iv) réduire le taux élevé d'accroissement de la population.

Les données utilisées pour la confection de cet article ont été puisées dans le document intitulé «État de l'environnement en Afrique», publié par la Division du développement durable, CEA, 2001, qui peut être consulté sur le site Web de la CEA à l'adresse ci-après: <http://www.uneca.org/>



# La quatrième réunion du Comité africain de suivi de la mise en œuvre de la DDN/ICPD examine les perspectives en matière de population dans le cadre du «Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique» (NEPAD)

Lamine Gueye, Division du développement durable, CEA

La quatrième réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre de la DDN/CIPD a été organisée du 28 au 31 janvier 2002, à Yaoundé, par le secrétariat commun CEA/OUA/BAD en collaboration avec le Gouvernement camerounais et avec le concours financier du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Des experts de 23 États membres et des représentants de 12 institutions et de 10 ONG y ont participé.

## Cadre relatif à la population et à l'emploi pour l'appui à la mise en œuvre du NEPAD: Domaines prioritaires et quelques mesures spécifiques

### Atténuation de la pauvreté et développement durable

- Élargir la portée des activités de plaidoyer, notamment le PEDAs
- Investir dans la promotion de la sécurité alimentaire
- Modéliser les interdépendances aux fins de planification

### VIH/sida

- Assurer l'engagement des dirigeants dans la lutte contre le VIH/sida
- Prendre en charge les personnes infectées et affectées
- Renforcer l'accès aux médicaments antirétroviraux
- Encourager la recherche pour comprendre les effets du VIH/sida sur la population économique active et les communautés rurales

### Dynamique et répartition de la population

- Surveiller et analyser la dynamique de la population, notamment l'analyse des données de l'état civil, des recensements et des enquêtes
- Renforcer les capacités institutionnelles pour permettre l'adoption d'une approche plus large des questions de population et de développement
- Recueillir et diffuser les informations relatives aux meilleures pratiques

### Données, information et communication

- Constituer des bases de données, des sites Web et des systèmes d'échange d'informations aux niveaux national, sous-régional et régional
- Favoriser les méthodes normalisées pour la collecte et l'analyse des données pour faciliter la comparaison
- Mettre au point des indicateurs socioéconomiques et démographiques normalisés pour assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du NEPAD et de la DDN/CIPD
- Promouvoir la formation aux techniques d'information et de communication à tous les niveaux de l'enseignement

### Santé en matière de reproduction

- Étudier l'interdépendance entre la santé en matière de reproduction des femmes et la sécurité alimentaire des ménages
- Intégrer la santé en matière de reproduction à des programmes de santé primaire d'ensemble
- Prendre en charge les besoins des adolescents liés à la santé en matière de reproduction
- Favoriser la participation des hommes à la santé en matière de reproduction

### Mise en valeur des ressources humaines/emploi

- Renforcer les capacités de recherche, le savoir faire technologique et les compétences
- Encourager la formation professionnelle, en particulier en faveur des jeunes
- Encourager la création de nouvelles activités génératrices de revenus dans les zones rurales
- Mettre au point des indicateurs pour évaluer les progrès accomplis dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines
- Favoriser l'émancipation des femmes et leur faire jouer pleinement leur rôle dans la société
- Encourager le secteur non structuré

La réunion avait pour objet d'examiner les progrès accomplis au niveau national, sous-régional et régional dans la mise en œuvre des recommandations de la Déclaration de Dakar/Ngor et de la Conférence internationale sur la population et le développement, notamment les mesures clés adoptées à la trente-troisième Session extraordinaire de l'Assemblée générale pour poursuivre la mise en œuvre des résultats de la CIPD.

Les participants ont évalué la mise en œuvre de la DDN/CIPD au niveau des pays, examiné les perspectives du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en matière de population et fait plusieurs recommandations, notamment des propositions relatives au processus d'examen CIPD + 10 en Afrique.

## Cadre relatif à la population et à l'emploi pour la mise en œuvre du NEPAD

### Dans

le cadre de l'appui à la mise en œuvre du NEPAD, le Comité de suivi a adopté un document intitulé «Mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique: quelques domaines prioritaires liés à la population et au développement». Ce document



présente, sous forme de cadre, les questions pertinentes et l'argumentaire, ainsi que les axes d'intervention proposés dans les domaines prioritaires ci-après qui concernent (directement ou indirectement) les problèmes liés à la population et à l'emploi: (i) atténuation de la pauvreté et développement durable; (ii) VIH/sida; (iii) dynamique et répartition de la population; (iv) données, information et communication; (v) santé en matière de reproduction; et (vi) mise en œuvre des ressources humaines et emploi.

Ces domaines prioritaires doivent servir de base d'intervention pour les organismes des Nations Unies, en fonction de leurs mandats respectifs, dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du NEPAD. En tant que centre de coordination pour la fourniture des services techniques au NEPAD, la CEA se chargera de coordonner les interventions des organismes des Nations Unies.

On notera également que les ONG ayant pris part à la réunion ont créé un mécanisme dit «NEPADACT» pour coordonner leurs activités dans le cadre de la mise en œuvre des domaines prioritaires du NEPAD.

«NEPADACT» : appel des ONG à la quatrième réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre de la DDN et du Programme d'action de la CIPD  
Yaoundé (Cameroun) du 28 au 31 janvier 2002

Nous, représentants des organisations non gouvernementales présentes à la quatrième réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la CIPD, tenue du 28 au 31 janvier 2002, à Yaoundé (Cameroun):

- Ayant pris note des documents établis par la CEA et participé activement aux débats, et plus particulièrement ceux qui ont été consacrés aux actions prioritaires du NEPAD;
- Ayant apprécié la qualité des travaux;
- Considérant que la réalisation des objectifs des domaines prioritaires du NEPAD contribuera à la solution des problèmes de développement de l'Afrique;
- Conscients de l'importance de notre apport à la mise en œuvre des orientations du NEPAD au niveau de la base;

Avons jeté les bases d'un mécanisme de coordination de nos activités dénommé NEPADACT.

Le NEPADACT est un mécanisme de coordination pour les ONG qui participent aux activités liées aux actions prioritaires du NEPAD. Il est ouvert à toutes les ONG engagées dans des actions de plaidoyer et des activités liées au NEPAD.

Nous lançons un appel urgent aux gouvernements et aux autres partenaires au développement pour qu'ils intègrent le NEPADACT de manière active et effective à la mise en œuvre du NEPAD.

ONG fondatrices:

- Actions et initiatives pour le développement sanitaire et social (AIDSS) (Togo);
- Association congolaise pour le bien-être familial;
- Agence pour la promotion des activités de population (Sénégal);
- Centre for Africa Family Studies;
- Femmes rurales éducation et santé (Sénégal);
- Forum des parlementaires africains et arabes sur la population et le développement
- Human Resources Development Centre (Nigeria)
- Tunisian Institute for Sustainable Development and NGO Management;
- Union for African Population Studies.

Pour plus de détails, contacter M. Kamel Esseghairi, Directeur exécutif, Tunisian Institute for Sustainable Development and NGO Management à l'adresse ci-après: Kesseghair@yahoo.com.

### Propositions pour le processus décennal d'examen et d'évaluation de la mise en œuvre des résultats de la CIPD en Afrique

À l'occasion de l'examen des propositions relatives au processus d'examen et d'évaluation de la CIPD + 10, la réunion a proposé d'axer le processus d'examen décennal pour la région de l'Afrique sur les sept domaines thématiques ci-après: (i) santé en matière de reproduction; (ii) jeunesse; (iii) égalité entre les sexes; (iv) migration et urbanisation; (v) pauvreté, population, environnement et développement durable; (vi) VIH/sida; (vii) mobilisation des ressources.

En ce qui concerne la nature de l'évaluation, la réunion a recommandé d'évaluer aussi bien les aspects quantitatifs que qualitatifs durant le processus. L'évaluation quantitative se fera sur la base de l'analyse des questionnaires remplis par les pays pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et des recommandations du document final relatif aux actions clés. L'évaluation qualitative fera appel aux données figurant dans les rapports nationaux qui seront établis par les experts de chaque pays sur la base des directives établies par le CEA.

Quant à la question des partenariats, la réunion a recommandé au Secrétariat commun CEA/OUA/BAD de faire participer les organisations non gouvernementales et intergouvernementales, ainsi que les communautés économiques sous-régionales, au processus d'évaluation et d'utiliser le Mémoire d'accord conclu entre les membres du Secrétariat commun et d'autres institutions pour compléter les différents domaines d'interventions.

En ce qui concerne la suite à donner à la quatrième réunion du Comité de suivi, la troisième réunion du Groupe de travail chargé du suivi de la DDN/CIPD, s'est tenue du 27 au 29 novembre 2002 à Dakar (Sénégal) afin de traduire dans les faits les propositions du Comité relatives à la CIPD + 10. À cet égard, la réunion aura notamment à examiner et à adopter un questionnaire de pays qui servira à évaluer la mise en œuvre



Principales recommandations de la quatrième réunion du Comité de suivi  
Yaoundé (Cameroun), 28-31 janvier 2002

En traçant la voie à suivre, le Comité a notamment fait les recommandations suivantes:

- La priorité doit être accordée à la prévention et au règlement des conflits, à la paix, à la réinstallation des personnes déplacées, à la démocratie et à la bonne gouvernance.
- Les soins de santé primaires, notamment la vaccination, la maternité sans risque, le VIH/sida, la tuberculose, le paludisme, et les autres maladies endémiques, doivent également bénéficier de la priorité.
- Des programmes de santé en matière de reproduction, notamment la planification familiale, ciblant certains sous-groupes, en particulier les adolescents et les populations rurales, doivent être mis en place.
- Le renforcement des capacités dans le cadre de la mise en œuvre de la DDN et du Programme d'action de la CIPD doit être encouragé.
- La collecte, l'analyse et la diffusion des données entre les pays, et la mise en place de systèmes d'information et de bases de données au niveau des pays doivent être appuyées et harmonisées.
- L'évaluation et le suivi aux niveaux national et régional de la mise en œuvre de la DDN et du programme d'action de la CIPD doivent être renforcés.
- Le processus d'examen décennal dans la région de l'Afrique doit être axé sur les sept domaines thématiques ci-après: (i) santé en matière de reproduction; (ii) jeunesse; (iii) égalité entre les sexes; (iv) migration et urbanisation; (v) pauvreté, population, environnement et développement durable; (vi) VIH/sida; (vii) mobilisation des ressources.
- La pandémie du VIH/sida doit être vigoureusement prise en charge sans tenir compte du niveau de prévalence dans chaque pays.
- Les capacités nationales en matière de dépistage du VIH/sida et de conseils doivent être renforcées. Les hommes et les femmes doivent être sensibilisés sur les modes de transmission, notamment la transmission de la mère à l'enfant. Les activités de plaidoyer auprès des dirigeants et des parlementaires doivent être encouragées au même titre que les campagnes d'information, d'éducation et de communication en direction des jeunes, notamment les filles.
- Les méthodes de collecte et d'analyse des données relatives au VIH/sida doivent être améliorées. Les recherches sur les effets démographiques et socio-économiques de VIH/sida et les enquêtes sur les comportements sexuels doivent être encouragées.
- Des programmes d'appui social doivent être mis en place pour venir en aide aux personnes infectées ou affectées par le VIH/sida, notamment les personnes âgées et les orphelins dont les parents sont morts du sida.

au niveau national de la DDN/CIPD dans le cadre de la CIPD + 10. Cette réunion regroupera les représentants des institutions membres du Groupe de travail ci-après: Institut de formation et de recherches démographiques (IFORD), le Regional Institute for Population Studies (RIPS), l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), le Centre d'étude et de recherches sur la population pour le développement (CERPOD), l'Union africaine, la CEA, la BAD, le FNUAP et l'Union pour l'étude de la population africaine (UEPA).

**Principales recommandations relatives aux questions de population et de développement en Afrique**

Le Comité de suivi a examiné les réalisations, les meilleures pratiques ainsi que les contraintes du processus de mise en

œuvre de la DDN/CIPD. La réunion a adopté plusieurs recommandations pour faire avancer les questions de population et de développement en Afrique dans les domaines suivants: (i) instauration d'un climat politique favorable à la mise en œuvre de la DDN/CIPD; (ii) politique de santé; (iii) programmes de santé en matière de reproduction; (iv) renforcement des capacités; (v) données; (vi) mécanismes de suivi et d'évaluation; (vii) CIPD + 10; (viii) VIH/sida; et (ix) composante population du NEPAD.

*On trouvera d'autres informations et des documents du Comité de suivi de la mise en œuvre de la DDN/CIPD sur le site Web de Population Information Africa à l'adresse ci-après: <http://www.uneca.org/popia/>*



# Intérêts, nécessité et contraintes pour la mise en place d'un système d'information statistique en Afrique pour le suivi et l'évaluation des politiques sociales: exemple du Cameroun

Omar Merabet, Institut de formation et de recherche démographique (IFORD)

Depuis les années 1950, et plus récemment depuis la CIPD, des politiques de population ont été élaborées dans de nombreux pays, des programmes ont été mis sur pied, des financements importants ont été mobilisés. Il paraît donc utile de réfléchir sur les questions que pose l'évaluation de ces politiques et de ces programmes: questions difficiles et sans doute insuffisamment abordées.

La mise en place de programmes et politiques sociaux ne peut être efficace que si elle s'appuie sur des éléments de diagnostic de situation précis. Le manque de données statistiques fiables dans des domaines aussi divers que l'éducation, la santé, la nutrition, la population, etc..., constitue un véritable problème structurel en Afrique subsaharienne. Il serait erroné de croire que ce déficit statistique est uniquement imputable au manque de moyens. S'il est vrai que les opérations de collectes sont relativement coûteuses, il n'en demeure pas moins que de nombreux travaux de ce type ont déjà été effectués mais ont aujourd'hui disparu faute d'une politique cohérente en matière de gestion des systèmes d'information (archivage, banque de données informatisées, diffusion des résultats, etc.).

**Est-il possible aujourd'hui de mesurer l'impact des politiques et programmes par rapport aux objectifs fixés par la CIPD/DDN?**

Le Programme d'action de la CIPD/DDN devait orienter les pays africains pour la conduite de leurs politiques et programmes sociaux en leur fournissant des cibles à atteindre à moyen et long terme. Pour mesurer l'impact des politiques et programmes par rapport aux objectifs fixés par la CIPD/DDN, il faut toutefois disposer non seulement d'informations statistiques fiables afin de mesurer ces impacts, mais aussi

**Tableau 1: Objectifs généraux, cibles et indicateur du Programme d'action de la CIPD/DDN**

	Objectifs généraux	Cible	Indicateurs cibles
CIPD	Accès accru à la planification familiale	20 % en 2000 et 40 % en 2010	Taux de prévalence contraceptive
CIPD	Accès accru à l'éducation de base	Accès universel à l'éducation de base en 2015	Taux brut de scolarisation dans le primaire
CIPD/DDN	Réduction de la mortalité des enfants	Réduction de 2/3 d'ici 2015 de la mortalité des enfants de moins de 5 ans, par rapport aux taux de 1992-1994.	Taux de mortalité infanto-juvénile
CIPD/DDN	Amélioration de la nutrition infantile	Réduction d'un tiers des taux de 1990 ou 50/1000 d'ici 2000 et en dessous de 35/1000 d'ici 2015	Taux de mortalité infantile
CIPD/DDN	Amélioration de la santé maternelle	Réduction de 50 % d'ici 2000 des taux de 1990 et à nouveau de 50 % d'ici 2015	Taux de mortalité maternelle
CIPD/DDN	Amélioration des soins de santé	Accès universel aux soins de santé primaire	Taux d'accès aux soins de santé primaire
CIPD	Réduction des taux d'infection par le VIH/sida		Taux de prévalence du VIH/sida
CIPD	Égalité entre les sexes dans l'éducation	Éliminer d'ici 2005 la disparité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire	Taux de scolarisation par sexe
DDN	Ralentir la croissance démographique	Ramener le taux de croissance de la population à 2,5 % d'ici 2000 et à 2 % d'ici 2010	Taux de croissance de la population
DDN	Accroître l'espérance de vie à la naissance	Atteindre au moins 55 ans en 2000, au moins 70 ans en 2005 et au moins 75 ans en 2015	Espérance de vie à la naissance



et surtout disposer d'une politique régionale de production et de diffusion de l'information.

À partir de l'exemple du Cameroun, on peut démontrer que les objectifs fixés par le Programme d'action de la CIPD/DDN sont difficilement mesurables du fait d'un manque relativement important d'informations statistiques. Or, le Cameroun demeure un pays disposant d'un système de production statistique relativement performant. Qu'en est-il donc d'autres pays moins bien dotés (en ressources humaines et institutionnelles)?

#### Dix indicateurs clés du Programme d'action de la CIPD/DDN

Le Programme d'action de la CIPD/DDN a fixé un certain nombre d'objectifs généraux à atteindre. Nous en avons dénombré dix (tableau 1). Afin de mesurer ces objectifs, il s'en est suivi la détermination de dix indicateurs clés, censés mesurer les impacts à moyen et long terme des politiques et programmes sociaux découlant du Programme d'action de la CIPD/DDN, ainsi que les résultats attendus (tableau 1).

Il ne s'agit pas ici de discuter de la pertinence des objectifs du Programme d'action mais plutôt de s'interroger sur la capacité des États africains à mesurer, via les indicateurs clés, les résultats obtenus lors de leurs politiques et programmes.

Il existe quelques différences entre la DDN et la CIPD quant aux objectifs à atteindre. En effet, la DDN semble plus mettre l'accent sur les variables démographiques stricto sensu. Par exemple, on y trouve des objectifs de réduction de la croissance démographique et d'accroissement de l'espérance de vie.

#### Évaluation des politiques et programmes à partir des indicateurs clés du Programme d'action de la CIPD/DDN

La première question qu'il convient de se poser est celle de la possibilité de mesurer ces objectifs. En effet, les données statistiques disponibles sont très parcellaires et ne permettent pas de mesurer précisément l'effet des politiques et programmes de population.

Cela nous conduit à mettre en exergue une lacune fondamentale du Programme d'action de la CIPD. Ce dernier a totalement ignoré la nécessité du renforcement des capacités en matière statistique. Une telle omission rend très difficile toute évaluation fiable des résultats obtenus. Pourtant, la DDN avait intégré un point intitulé «Collecte et analyse de données, diffusion de l'information, formation et recherche». Elle stipule la nécessité de faire des efforts constants pour améliorer les données démographiques et les données sur la population, notamment en mettant en place des systèmes d'enregistrement des statistiques et des faits d'état civil.

#### Dresser un premier diagnostic pour le Cameroun

Les valeurs des indicateurs du Programme d'action de la CIPD/DDN pour le Cameroun sont présentées dans le tableau 2. Six indicateurs ont été sélectionnés. Dans le cas du Cameroun, les principales sources de données nationales disponibles sont les suivantes: Recensement de 1987, enquête nationale de fécondité (1978), enquête budget consommation (1984), enquête camerounaise auprès des ménages (1986), enquêtes démographiques et de santé (EDS 1991 et EDS 1998).

Quoi qu'il en soit, et avec les réserves susmentionnées, on

Tableau 2: Indicateurs du Programme d'action de la CIPD/DDN pour le Cameroun

Intitulé de l'indicateur	Sources primaires	Valeur initiale		Valeur intermédiaire		Dernière valeur disponible	
		Année(s)	Valeur	Année(s)	Valeur	Année(s)	Valeur
Taux d'accroissement de la population	MINPAT/BUCEP MINEFI/DSCN	1976-87	2,9 %	1988-95	2,87	1996-00	2,8'
Espérance de vie à la naissance	MINPAT/BUCEP MINSANTE	1963	37	1987	53,4	1998'	55
Taux de mortalité juvénile (1 à 5 ans)	MINPAT/BUCEP MINSANTE	1987	64,7 ‰	1991	69,2 ‰	1998	72,3 ‰
Taux de mortalité infantile (TMI) (pour une période de 5 ans avant l'enquête)	MINPAT/BUCEP MINSANTE	1960	151 ‰	1991	65 ‰	1998	94 ‰
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances)	MINPAT/	1988	550	1995	520	1998	504
Taux de prévalence contraceptive (par type de méthode)	BUCEP/MINPAT MINEFI	1991	Mod.=4,1 % Trad.=11,8 % Toutes=16,1	-	-	1998	Mod.=7,1%



peut néanmoins fournir quelques éléments d'appréciation sur la situation du Cameroun dix ans après la DDN. Si l'on examine la situation et l'évolution des principaux indicateurs, les résultats sont assez préoccupants: sur les six indicateurs sélectionnés, seuls deux indicateurs semblent répondre aux objectifs fixés par la DDN (espérance de vie à la naissance, taux de prévalence contraceptive).

#### *Le taux d'accroissement de la population*

La DDN fixait comme objectif la réduction du taux d'accroissement naturel de la population (approximé ici par le taux de croissance de la population) à 2,5 % par an d'ici l'an 2000 et à 2 % d'ici à l'an 2010. Les projections de la croissance de la population effectuées à partir des données du dernier recensement situent ce taux aux alentours de 2,9 % en moyenne sur la période 1990-2000 et à 2,8 % pour la période 2000-2010. L'objectif de la DDN ne semble donc pas avoir été atteint mais ces résultats sont, faute d'un recensement récent, à prendre avec la plus extrême précaution.

#### *L'espérance de vie à la naissance*

La DDN visait pour l'an 2000 une espérance de vie à la naissance d'au moins 55 ans. Le Programme d'action de la CIPD fixait quant à lui son niveau à 70 ans en 2005 et 75 ans en 2015. Les données disponibles pour le Cameroun fournissent un niveau de l'espérance de vie à la naissance de 53,7 ans en 1987 et 55 ans en 1998. On peut tirer deux conclusions principales de ces résultats. Premièrement, l'objectif DDN de moyen terme est bien atteint. En revanche, si l'on tente une projection à long terme (objectif CIPD), il est peu probable que l'on arrive à atteindre de tels niveaux. En effet, le niveau actuel s'explique par l'accroissement spectaculaire entre 1963 (37 ans) et 1987 (53,7 ans) classant ainsi le Cameroun dans la catégorie des pays intermédiaires. Depuis cette date, on assiste à un net ralentissement de la croissance de l'espérance de vie à la naissance.

#### *Le taux de mortalité juvénile*

La DDN fixait comme objectif aux pays africains un taux de mortalité juvénile (1 à 5 ans) inférieur ou égal à 70 pour 1000 naissances vivantes. Le niveau de mortalité juvénile au Cameroun a sensiblement baissé jusqu'en 1991. Néanmoins, son niveau actuel reste encore relativement élevé. Les données de l'enquête EDS 1991 ont révélé que pour la période 1986-1991, sur 1000 enfants qui ont atteint leur premier anniversaire, environ 66 décèdent sans atteindre leur cinquième anniversaire. Sept ans après, c'est-à-dire au cours de la période 1988-1998, ce niveau reste élevé et s'est même accru pour passer à 72,3 pour mille.

#### *Le taux de mortalité infantile (moins d'un an)*

La DDN demandait aux États africains de viser un taux de mortalité infantile de moins de 50 pour mille d'ici 2000. Le niveau de mortalité infantile au Cameroun a sensiblement baissé, même si, à partir de 1996, il a tendance à augmenter. Néanmoins, son niveau actuel reste encore relativement élevé. Les données de l'enquête EDS 1991 ont révélé que pour la période 1986-1991, sur mille naissances vivantes, 65 enfants décèdent sans atteindre leur premier anniversaire. Sept ans après, c'est-à-dire au cours de la période 1988-1998, ce niveau a augmenté pour atteindre 77 pour mille.

#### *Taux de mortalité maternelle (pour 100 000)*

La DDN recommandait d'élaborer et exécuter des programmes tendant à réduire la mortalité maternelle de 50 % au moins de son niveau de 1990 d'ici à l'an 2000. Le Cameroun semble être bien placé par rapport à l'Afrique en général et par rapport aux autres pays de l'Afrique centrale. En effet, le taux de mortalité maternelle au Cameroun est estimé à environ 500 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1998. Cependant, si l'on considère les objectifs de la DDN, on s'aperçoit qu'entre 1988 et 1998, la baisse de mortalité est relativement faible (de 550 à 500).

#### *Taux de prévalence contraceptive*

La DDN recommandait que soient disponibles toutes les méthodes éprouvées de contraception et de planification familiale, y compris les méthodes traditionnelles, afin de doubler le taux d'utilisation de contraceptifs pour le faire passer de 10 % environ à 20 % d'ici l'an 2000 et 40 % d'ici à l'an 2010. Le taux de prévalence contraceptive s'est sensiblement accru entre 1991 et 1998, passant de 16,1 % à 19,3 %, tant chez les hommes que les femmes, même s'il reste encore faible. Les taux de prévalence sont d'autant plus faibles lorsqu'on ne considère que les méthodes modernes. L'objectif fixé par la DDN semble avoir été atteint même si l'objectif de long terme (40 % en 2010) reste difficilement réalisable.

#### **La nécessité de mise en place d'un système statistique efficient**

Les recommandations de la DDN auraient pu servir de base pour l'élaboration d'un système d'information en statistiques sociales en Afrique. Il était en effet très intéressant de relier le souci d'amélioration des données démographiques à l'implication et à la coordination des institutions de formation et de recherche de la région. Cependant force est de constater que ces recommandations n'ont que très peu été suivies par les États. Cela conduit naturellement à rendre difficile, voire impossible, une évaluation efficace des politiques et programmes de population. L'exemple du Cameroun est à cet égard très parlant; malgré des efforts ponctuels pour améliorer le système statistique du pays, il est quasiment impossible d'obtenir des statistiques fiables et périodiques sur des secteurs essentiels comme la santé, l'éducation ou encore l'emploi.

La raison en est bien simple: il ne s'agit pas d'une insuffisance de moyens financiers, mais plutôt d'une politique globale de production statistique. Au niveau régional, la situation est encore plus préoccupante; il est aujourd'hui impossible de comparer les niveaux des indicateurs du Programme d'action de la CIPD/DDN entre les pays, tant les méthodologies de collecte, les périodicités de production et l'accès à l'information posent problème.

*Extrait du document de l'IFORD intitulé «Monitoring of population dynamics and population programmes», qui a été présenté à la quatrième réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor (DDN) et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD-PA), qui s'est tenue du 28 au 31 janvier 2002, à Yaoundé (Cameroun). Pour plus de détail, contacter: iford@yahoo.fr*



# Grandes questions liées à la migration en Afrique: conséquences sur la politique sociale

Menna S. Kebede, étudiant en travail social international, Université de Calgary, (Canada)

La migration est certes un phénomène mondial, mais la situation démographique, économique et politique dans la plupart des pays d'Afrique favorisera probablement la migration pour de longues années encore. En effet, on estime que sur les 150 millions de personnes dans le monde qui vivent hors de leur pays natal, plus de 50 millions sont d'origine africaine. La migration soulève un certain nombre de problèmes pour les migrants ainsi que pour les pays d'origine, de transit et de destination. À mesure que la migration s'intensifie, les décideurs devraient accorder davantage d'attention aux questions nouvelles et les prendre en charge de manière dynamique.

## Principaux problèmes de la migration africaine

*Fuite des cerveaux:* La fuite des cerveaux ou la migration de personnes hautement qualifiées et formées est une question qui nécessite une attention particulière en Afrique. En effet, on estime que le continent a perdu un tiers de ses cadres au profit des pays développés entre 1960 et 1987, et que 23 000 universitaires et 50 000 cadres gestionnaires moyens et supérieurs prennent chaque année le chemin de l'exil. D'un côté, 40 000 Africains titulaires de doctorats vivent hors du continent et, de l'autre, l'Afrique subsaharienne dépense quatre milliards de dollars É.U. par an pour l'assistance technique, notamment pour le recrutement de 100 000 experts étrangers. La fuite des cerveaux est une entrave considérable au développement de l'Afrique en ce qu'elle prive de nombreux pays des ressources humaines nécessaires à leur édification, notamment au lendemain des conflits ou des catastrophes naturelles. Elle contribue également à élargir le fossé entre les pays riches et les pays pauvres.

Cela étant, on assiste également à une «fuite des cerveaux à rebours» en ce sens que des personnes qui ont immigré vers les pays industrialisés sont tentées de se réinstaller dans les pays en développement, notamment par le biais des sociétés transnationales qui recherchent des personnes parlant les langues locales. À l'instar d'autres organisations, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), joue un rôle important à cet égard par le biais de son programme intitulé «*Return of Qualified African Nationals Programme*», ou Programme pour le retour des ressortissants africains qualifiés, qui est parrainé par l'Union européenne.

*Féminisation de la migration:* Par le passé, les femmes migraient en tant que membre de la famille accompagnateur ou restaient au pays pour s'occuper des enfants. Cette situation est en train de changer en Afrique subsaharienne où les femmes représentaient 48 % de la population migrante en 1990, contre 41 % en 1965. Même si le nombre de femmes migrantes n'a peut-être pas augmenté de manière significative, le changement réside dans le fait que les femmes sont à présent des migrantes à part entière et non plus de simples accompagnatrices. La féminisation de la migration est peut-être le signe d'une émancipation accrue des femmes, mais elle a également aggravé leur vulnérabilité étant donné que la plupart d'entre elles tombent entre les mains des trafiquants.

*Traite des êtres humains:* La multiplication des facteurs incitatifs pour les migrants africains potentiels d'une part, et les politiques de plus en plus restrictives en matière d'immigration appliquées par les pays développés, de l'autre, ont élargi le champ d'action des trafiquants. Dans la plupart des cas, les migrants entrés clandestinement dans les pays d'accueil, notamment les femmes et les enfants, vivent dans des conditions dramatiques et sont exploités, maltraités, contraints à la prostitution ou au travail forcé, torturés, frappés ou pire encore. C'est le cas notamment des migrantes d'Afrique de l'Est dans les pays du Golfe et des ressortissants d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale émigrés dans les pays producteurs de pétrole.

*VIH/sida:* Le VIH/sida est la principale cause de décès en Afrique et fait davantage de victimes que le paludisme et la tuberculose. Il existe une controverse sur la relation exacte entre VIH/sida et migration, mais les données recueillies en Afrique de l'Est indiquent que les mouvements de population sont liés à la propagation du VIH/sida. Les personnes en déplacement ou qui se trouvent loin de leur famille et qui n'ont pas accès



## Les réfugiés et les personnes déplacées en Afrique

La population africaine ne représente que 12 % de la population mondiale, mais 28 % des 11,5 millions de réfugiés dans le monde (3,2 millions) et à peine un peu moins de 50 % des 20 millions de personnes déplacées (9,5 millions) se trouvent en Afrique. Le nombre total des africains déplacés s'élève à 12,7 millions, auxquels il faut ajouter plus de deux millions de candidats au retour qui, selon le HCR, n'ont pu réintégrer leur pays d'origine et ont encore besoin d'une protection et d'une aide internationale sous une forme ou une autre.

Sur les 20 premiers pays pourvoyeurs de réfugiés dans le monde, neuf sont africains. Vingt-cinq pays africains ont plus de 10 000 réfugiés et 11 d'entre-eux abritent 100 000 réfugiés ou plus. Selon le *US Committee for Refugees*, dix des vingt-quatre pays ayant la plus forte proportion de réfugiés par rapport à la population totale sont des États membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). S'agissant des personnes déplacées, les chiffres sont tout aussi impressionnants: 10 des 20 pays comptant la plus forte proportion de personnes déplacées sont africains.

Les chiffres bruts cités ici ne suffisent pas à dévoiler la nature et les formes complexes des déplacements qu'a connus le continent africain dans les dernières années. Cette complexité prend diverses formes.

**Premièrement**, alors que l'Afrique continue à fournir un nombre disproportionné de réfugiés par rapport à sa population totale, sa part du nombre total de réfugiés dans le monde a en fait diminué depuis quelques années, passant de 47 % environ en 1994 à 28 % en 1998, d'après les données du HCR. En valeur absolue, le nombre de réfugiés en Afrique est tombé de 6,75 millions en 1994 à 3,2 millions en 1998.

**Deuxièmement**, l'analyse des statistiques indique que le mouvement des réfugiés en Afrique est essentiellement un processus de «va-et-vient»: alors que des groupes de personnes déplacées quittent leur pays à la recherche de la sécurité dans les pays limitrophes, d'autres y retournent. C'est ainsi que d'après les données du HCR, les trois plus grands exodes de réfugiés de 1998 ont eu lieu en Afrique et plus précisément en Angola (33 000), en Sierra-Leone (280 000) et au Soudan (37 000), tout comme les deux plus grands mouvements de rapatriement vers le Libéria (236 000) et la Sierra-Leone (195 000).

**Troisièmement**, il est significatif que la diminution récente du nombre de réfugiés en Afrique se soit accompagnée d'une augmentation du nombre de personnes déplacées qui est passé d'environ 5 millions au début des années 1990 à 9 millions actuellement, d'après les estimations. La raison précise de l'augmentation du nombre de personnes déplacées en Afrique ainsi que sa relation avec la diminution du nombre de réfugiés n'ont pas encore été explicitées.

**Source:** Jeff Crisp (2000). *Africa's refugees: patterns, problems and policy challenges*. In *New Issues in Refugee Research*, document de travail n° 28, HCR, Groupe de l'évaluation et de l'analyse des politiques (Suisse) Evaluation and Policy Analysis Unit, Switzerland

aux structures de prévention et de traitement du pays d'accueil sont les plus susceptibles de contracter le virus.

**Discrimination raciale et intolérance:** La discrimination raciale et l'intolérance constituent probablement les problèmes les plus importants auxquels doivent faire face les migrants africains, notamment ceux qui se trouvent dans les pays développés. Le racisme prend plusieurs formes et peut être déclaré ou insidieux, institutionnalisé ou systématique. Quelle que soit la forme qu'il prend, ceux qui en sont victimes sont toujours privés de leurs droits.

Dans les pays d'accueil, nombreux sont les migrants qui vivent dans des zones urbaines sous équipées, dépourvues de services publics de base. Ils n'ont qu'un accès limité, ou pas d'accès du tout, à l'éducation, aux soins de santé ou à l'emploi, autrement dit, leurs droits sociaux et économiques ne sont pas reconnus. Les migrants sont souvent marginalisés dans le marché du travail et sont confinés dans des secteurs d'activité où l'hygiène et la sécurité et la protection juridique sont absen-

tes. La situation est pire pour les migrants dépourvus de documents légaux. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables et sont de plus en plus soumis à la traite, à la prostitution et aux activités pornographiques.

Les droits des migrants dans leurs nouveaux pays ont fait l'objet des principales recommandations de plusieurs documents de l'ONU, notamment le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (1994), la Déclaration de Dakar/Ngor (1992) et la Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille (1999). Cependant, l'accroissement des flux migratoires a entraîné une montée du racisme. Pour mobiliser la communauté internationale contre ce fléau, l'Organisation des Nations Unies a organisé une conférence internationale sur cette question en août 2001, à Durban (Afrique du Sud).

## Conséquences sur les politiques sociales

La migration est généralement considérée comme positive lorsqu'elle offre de meilleures conditions socioéconomiques aux personnes concernées, mais elle peut également être considérée comme une menace à la souveraineté et à la sécurité des pays de transit et des pays d'accueil et comme une entrave au développement des pays d'origine. Cela étant, la migration peut être avantageuse lorsqu'elle se fait de manière volontaire et coordonnée. S'il est vrai que la définition des politiques en matière de migration relève du droit souverain des États, les efforts déployés au niveau national dans ce domaine ne suffisent pas pour prendre en charge les problèmes actuels liés à la migration que connaissent les pays africains. Conformément aux recommandations du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, la coopération aux niveaux mondial, régional et sous-régional est indispensable pour aborder la question de la migration sous tous ses aspects.

La migration est un phénomène complexe suscité par des facteurs démographiques, économiques et politiques. La mondialisation a également contribué à cette complexité, à la fois aux niveaux de la portée et de l'ampleur du phénomène. Aussi, toute politique dans ce domaine doit tenir compte du contexte politique et socioéconomique qui sous-tend la migration. Or, la plupart des politiques actuelles en la



matière sont des énoncés de principes généraux qui n'accordent guère d'attention à la multitude des formes que peut prendre la migration et n'ont guère d'effets sur les programmes et les services publics dans ce domaine.

L'un des principaux aspects de la politique sociale en matière de migration devrait être la prévention et la gestion des conflits politiques qui constituent l'un des principaux facteurs à l'origine de la migration en Afrique de manière générale, et du problème des réfugiés, en particulier. La prévention et la gestion des conflits nécessitent des stratégies qui s'attaquent aux causes profondes, créant ainsi une nouvelle dynamique, non seulement dans les pays concernés, mais aussi au niveau régional. Aussi, les politiques en matière de migration devraient être conçues aussi bien au niveau national qu'à l'échelle sous-régionale et continentale.

Le développement durable dans les pays d'origine des migrants doit aussi constituer une priorité pour les décideurs. La migration découle de la volonté de trouver de meilleures conditions de vie ailleurs. Cette idée se propage d'autant plus facilement et efficacement grâce aux techniques d'information et de communication, à l'évolution des modes d'échanges économiques et à l'accessibilité des moyens de transport. Bien que partiellement fondée, cette idée ne remet pas en cause le fait que les pays africains ont la possibilité de répondre aux besoins économiques et sociaux de leurs citoyens. Aussi, les gouvernements africains se doivent de redoubler d'efforts pour assurer le développement durable du continent et accorder une attention particulière aux liens entre la population, l'environnement et la production alimentaire.

En outre, deux types de politiques interventionnistes orientées sur la prévention doivent également être adoptés pour améliorer

le sort de millions de migrants. Les politiques destinées à atténuer les souffrances des personnes déplacées aux plans interne et international doivent être affinées et mieux coordonnées pour prendre en compte les nouvelles données de la problématique de la migration. De même, chaque pays devrait adopter des politiques en rapport avec la féminisation de la migration et les besoins des enfants réfugiés. Des efforts concertés sont également nécessaires pour permettre aux migrants et aux réfugiés d'avoir accès aux mécanismes d'information et de prévention en relation avec le VIH/sida.

Enfin, il importe d'établir et de maintenir un dialogue entre les pays d'origine, de transit et d'accueil. À l'ère de l'économie mondialisée marquée par la libre circulation des biens et services, aucun pays n'est à l'abri des effets de la migration. C'est pourquoi l'échange d'informations entre les pays est plus que jamais à l'ordre du jour.

*Source:*

McKinley, B. *Migration in Africa: Globalization and Prospects for Regional Mechanisms*. Présenté à Addis-Abeba, (Éthiopie) 18 octobre 2000.

Sethi, Meera. *Return and Reintegration of Qualified African Nationals*. Présenté à la Conférence régionale sur la fuite des cerveaux et le renforcement des capacités en Afrique, 22-24 février 2000, Addis-Abeba.

Stalker, P. (2000). *Workers without Frontiers: The Impact of Globalization on International Migration*, Colorado, (États-Unis): Lynne Rienner Publishers.

CEA (1996). *Causes and Consequences of International Migration in Africa*. Addis-Abeba.

HCR (2000) *Migration and Trafficking*: <http://www.unhcr.ch/html/racism/>



# Tendances du vieillissement de la population africaine durant la période 1950-2000 et perspectives

Han Choi O. Division du développement durable, CEA

Le vieillissement de la population est le résultat inéluctable de la transition démographique. La baisse de la fécondité, conjuguée au recul de la mortalité et à l'augmentation de la longévité, se traduit par un vieillissement de la population. Même si l'on constate d'importantes variations entre les pays s'agissant du niveau et du rythme de vieillissement de la population, ce processus démographique devrait s'intensifier. Tous ces changements comportent un certain nombre d'implications.

## Le monde est en train de vieillir

Dans les 50 prochaines années, le nombre de personnes âgées dans le monde sera presque multiplié par quatre, passant de 600 millions à près de deux milliards de personnes. Aujourd'hui, une personne sur 10 est âgée de 60 ans et plus. En 2050, cette proportion sera de un pour cinq et, en 2150, un tiers de la population mondiale sera constitué de personnes de 60 ans et plus.

Dans certains pays développés et pays à économie en transition, les taux de natalité sont tombés en deçà du niveau minimum requis pour le renouvellement de la population et le nombre de personnes âgées est supérieur à celui des enfants. Toutefois, dans les décennies à venir, l'augmentation du nombre des personnes âgées sera plus importante dans les pays en développement où cette catégorie de la population devrait quadrupler dans les cinquante prochaines années.

Le vieillissement de la population mondiale est une source de préoccupation pour toutes les générations et pour tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement. Cette évolution de la structure de la population aura des conséquences importantes sur tous les aspects de la vie, pour tous les individus et pour toutes les sociétés.

## Le vieillissement en Afrique

Durant les décennies écoulées, la plupart des pays africains n'ont guère prêté attention au vieillissement de la population, autrement dit à la transformation de la pyramide des âges avec une augmentation relative de la proportion des groupes les plus âgés de la population. Par rapport aux autres continents, l'Afrique demeure toutefois «très jeune». La proportion d'enfants de moins de 15 ans est la plus élevée au monde et celle des personnes âgées demeure relativement stable aux niveaux les plus bas (tableau 1).

Le nombre de personnes âgées devrait augmenter pour passer de 40 millions, soit 5 % de la population totale, à 205 millions, soit 10 % de la population, durant le demi-siècle prochain. Par contre, la proportion d'enfants qui sont censés prendre en charge leurs parents tombera de 43 % en 2000 à 28 % en 2050.

En règle générale, les personnes âgées étaient prises en charge par la structure familiale traditionnelle dans le cadre des liens de solidarité, mais ce système est de plus en plus remis en question. En outre, en raison

Tableau 1. Pourcentage de la population âgée de moins de 15 ans et de 60 ans et plus dans le monde, par grandes régions (1950-2050)

Grandes régions	% (-15 ans)			% 60 +		
	1950	2000	2050	1950	2000	2050
Monde	34,3	30	21,0	8,2	10	21,1
Afrique	41,9	42,6	28,0	5,3	5,1	10,2
Asie	36,5	30,2	19,5	6,8	8,8	22,6
Europe	26,2	17,5	13,9	12,1	20,3	36,6
Amérique latine et Caraïbes	40	31,5	20	5,9	8	22,5
Amérique du Nord	27,2	21,5	18,3	12,4	16,2	27,2
Océanie	29,7	25,4	19,4	11,2	13,4	23,3

Source: Nations Unies, Division de la population, World Population Prospects: The 2000 Revision.



de la mobilité sociale et géographique, de la pauvreté croissante et des décès dus au VIH/sida, la pratique traditionnelle et culturelle consistant à faire prendre en charge les personnes âgées par leurs enfants est appelée à disparaître.

### Caractéristiques du vieillissement de la population en Afrique

Le vieillissement de la population est une conséquence inévitable de la transition démographique et de la baisse de la fécondité et de la mortalité. Traditionnellement caractérisée par des taux élevés de fécondité et de mortalité, l'Afrique présentait une pyramide des âges «jeune». Toutefois, comme elle en est encore aux premiers stades de la transition démographique et qu'elle devrait connaître une modification rapide des taux de fécondité et de mortalité durant les prochaines décennies, il ne fait pas de doute que sa pyramide des âges se transformera rapidement dans le sens du vieillissement de la population.

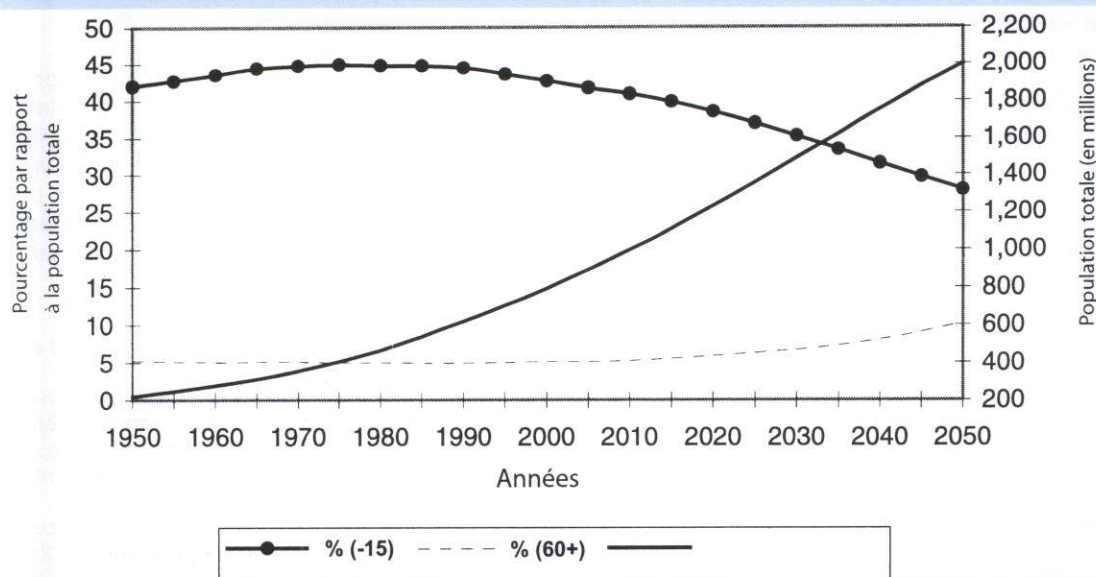
En Afrique, le nombre de personnes de 60 ans et plus, qui était de 11,7 millions en 1950 avait atteint 40,1 millions en 2000 et devrait avoisiner 204,8 millions en 2050. Cette catégorie, qui représentait 5 % de la population totale durant les cinq dernières décennies, devrait augmenter progressivement pour dépasser les 10 % en 2050. Il est intéressant de noter à cet égard que la population de personnes âgées augmente à un rythme sans précédent alors que celle des groupes d'âges plus jeunes est en baisse rapide (figure 1), ce qui signifie que les différences entre les nombres absolus des deux groupes d'âges iront en diminuant, de sorte qu'en 2050, le nombre de personnes âgées rejoindra celui des jeunes, comme c'était le cas en 1980.

### Questions socioéconomiques liées au vieillissement de la population

L'augmentation de l'espérance de vie grâce à l'amélioration des conditions matérielles d'une part, et la baisse de la fécondité, de l'autre, posera de nouveaux problèmes à l'avenir. Le vieillissement de la population soulèvera des questions liées aux conséquences sociales et économiques de ces tendances démographiques et de ces changements sans précédent en matière de population. En Afrique, comme dans d'autres régions du monde, il est évident que les populations vieillissent et vieilliront à un rythme inconnu jusqu'ici, alors qu'une bonne partie d'entre elles continuent de vivre dans la pauvreté. Ce vieillissement de la population ne sera probablement pas accompagné du développement socioéconomique nécessaire dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne.

L'une des principales conséquences du vieillissement de la population est l'augmentation du rapport entre les 65 ans et plus et les 15-64 ans en âge de travailler, ce qui signifie que la prise en charge des besoins de la population âgée par la population en âge de travailler devient beaucoup plus onéreuse. Du point de vue démographique, il ne fait guère de doute que l'Afrique fera face à une augmentation de la population des personnes âgées, de sorte que les 65 ans et plus, de plus en plus nombreux, seront considérés comme étant à la charge de la population en âge de travailler (15-64 ans), et que le rapport entre les deux catégories augmentera de manière spectaculaire. Le tableau 2 indique les valeurs que le rapport de dépendance pourrait atteindre en 2050 dans chaque région. S'il est vrai qu'en Afrique, l'augmentation de la proportion de personnes âgées de

Figure 1. Évolution de la structure de la population totale de l'Afrique par groupes d'âge (moins de 15 ans et 60 ans et plus), 1950-2050



Source: Nations Unies, Division de la Population, World Population Prospect, The 2000 Revision



Tableau 2. Rapport de dépendance (1950-2050)

Principales régions	Rapport de dépendance*			Rapport de dépendance des jeunes***			Rapport de dépendance des personnes âgées***		
	1950	2000	2050	1950	2000	2050	1950	2000	2050
Monde	652	584	577	567	475	331	86	109	247
Afrique	824	847	535	765	787	429	59	60	106
Asie	683	565	568	614	473	306	69	92	261
Europe	524	474	759	399	258	245	125	217	514
Amérique latine et Caraïbes	776	586	586	711	500	318	66	86	269
Amérique du Nord	549	510	659	421	324	304	127	186	355
Océanie	589	545	597	473	392	309	117	152	288

1. Rapport entre les 0-14 ans et 65 ans et plus pour mille personnes de 15 à 64 ans

\*\* Rapport des 0-14 ans pour mille personnes de 15 à 64 ans

\*\*\* Rapport des personnes de 65 ans et plus pour mille personnes de 15 à 64 ans

Source: Nations Unies, Division de la population, *World Population Prospects: The 2000 Revision*.

65 ans et plus sera compensée par une baisse de la proportion des enfants de moins de 15 ans (tableau 3), les deux groupes d'âges ne sont pas directement comparables.

Les perspectives du vieillissement de la population africaine durant les prochaines décennies, et plus particulièrement la réduction rapide et générale du rapport de prise en charge potentiel dans de nombreux pays, soulèvent plusieurs questions cruciales liées à l'emploi, aux services de soins de santé et aux services sociaux ainsi qu'à la vitalité et à la croissance économique des pays.

#### Pauvreté et conditions de vie des personnes âgées

La pauvreté, avec ses effets délétères sur la santé, l'éducation, la dignité, la qualité et le mode de vie, constitue l'une des principales préoccupations des personnes âgées, notamment en Afrique, où les systèmes de prise en charge dépendent dans une grande mesure de la capacité des ménages et des individus à générer des revenus, et où il n'existe pas de mécanismes officiels de sécurité sociale, de sorte que les personnes âgées sont confrontées à la pauvreté dès qu'elles s'arrêtent de travailler.

Par ailleurs, les personnes âgées ne pourront plus compter, comme auparavant, sur l'aide des enfants ou de la famille élargie. Les formes traditionnelles de prise en charge dont bénéficiaient jusqu'à une date récente les personnes âgées sont menacées de disparition. Historiquement, les communautés africaines disposaient de structures de prise en charge efficaces qui permettaient de préserver la qualité de la vie des personnes âgées mais, d'un autre côté, les chances de survie de ces dernières étaient limitées<sup>2</sup>. Les valeurs attribuées aux familles élargies formées autour des vieux parents ou grands-parents sont aujourd'hui menacées par les changements sociaux, notamment l'urbanisation, l'éparpillement géographique, le tendance à la prédominance des familles nucléaires et le travail des femmes.

#### Le défi

On ne sait pas grand chose des besoins des personnes âgées en Afrique. Si l'on ne peut pas encore qualifier ce continent de vieux, il n'en reste pas moins qu'il ne tardera pas à montrer des signes de vieillissement avec ce que cela comporte comme avantages et inconvénients. L'un des principaux problèmes auquel sont confrontés les planificateurs et les décideurs, est

l'absence de données systématiques fiables sur les besoins des personnes âgées. On dispose certes de quelques données pour un petit nombre de pays, mais la pénurie actuelle d'informations fiables au niveau national sur les personnes âgées limite considérablement la compréhension des problèmes et, partant, la conception des interventions en direction de cette catégorie de la population<sup>3</sup>.

À mesure que le nombre de personnes âgées augmente en Afrique, les pouvoirs publics doivent consacrer davantage d'attention aux problèmes et aux besoins de cette frange de la société, notamment en ce qui concerne les services. Les politiques sociales liées à la question du vieillissement de la population en Afrique devraient accorder une attention particulière aux conditions de vie des femmes qui constituent la majorité des personnes âgées dans tous les pays (tableau 4). En vieillissant, les femmes ont moins de chances de se marier et plus de chances de devenir veuves, en partie parce que leur espérance de vie est plus longue que celle des hommes et en partie parce que, de manière générale, elles épousent des hommes plus âgés qu'elles.

Les pays en développement devront faire face à un problème de ressources extrêmement difficile étant donné qu'ils seront contraints de s'attaquer simultanément à la question du développement et à celle du vieillissement de la population. Toutefois, étant donné que les gens vivent désormais plus longtemps, qu'ils sont en meilleure santé et plus actifs, une population vieillissante présente des avantages qui doivent être mis à profit.

Pour traiter des problèmes liés à ce changement démographique accéléré, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a décidé de convoquer du 8 au 12 avril 2002, la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, à Madrid, (Espagne) dans le but d'aider les gouvernements et les sociétés à planifier les politiques qui permettront aux personnes âgées de continuer à apporter leur contribution à la société de manière significative et efficace.

1. Pour les besoins de cette étude, on entend par personnes âgées les personnes de 60 ans et plus.
2. Apt, N.A. (1999). *Urbanisation rapide et conditions de vie des personnes âgées en Afrique*. Document présenté à la Réunion technique des Nations Unies sur le vieillissement de la population et les conditions de vie des personnes âgées ; questions critiques et mesures prises, New York, 8-10 février 2000.
3. Mapule F. Ramashala (2001), *Living arrangements, poverty and the health of older persons in Africa*, University of Durban-Westville, Durban, (Afrique du Sud).



Tableau 3. Pourcentage de la population âgée de moins de 15 ans et de 60 ans et plus en Afrique (1950-2050)

Régions et pays en Afrique	Pourcentage des moins 15 ans			Pourcentage des 60 ans et plus		
	1950	2000	2050	1950	2000	2050
<b>Afrique</b>	41,9	42,6	28,0	5,3	5,1	10,2
<b>Afrique de l'Est</b>	43,5	45,4	30,4	4,8	4,3	8
Burundi	40,9	47,6	33,3	5,2	4,3	6,8
Comores	43,5	43	23,8	5,4	4,2	12,2
Djibouti	46,8	43,2	28,1	3,4	5,5	5,8
Érythrée	45,3	43,9	25,3	5,1	4,7	10
Éthiopie	44,1	45,2	32,5	4,8	4,7	6,6
Kenya	39,8	43,5	24,3	6,3	4,2	13
Madagascar	41,8	44,7	26,8	4,7	4,7	9,3
Rwanda	45,9	44,3	27,2	3,9	4,2	9,0
Seychelles	-	-	-	-	-	-
Somalie	41,2	48	36,3	4,6	3,9	5,7
Ouganda	44,4	49,2	34,8	4,8	3,8	5,7
République unie de Tanzanie	46	45	24,3	3,8	4	11
<b>Afrique centrale</b>	41,2	47	30,6	6	4,9	7
Cameroun	39,6	43,1	24,8	5,7	5,6	11,2
Congo	40,1	46,3	31,0	5,7	5,1	6,9
République démocratique du Congo	43,7	48,8	31,7	5,6	4,5	6,2
Gabon	31,1	40,2	25,7	11,7	8,7	9,3
Guinée équatoriale	34,2	43,7	27,2	8,9	6,0	8,6
République centrafricaine	36,1	43	25,9	8	6,1	9,4
Sao-Tomé-et-Principe	-	-	-	7,7	-	-
Tchad	37,6	46,5	30,9	-	4,9	6,8
<b>Afrique du Nord</b>	41,3	35,8	20,7	5,6	6,2	19,6
Algérie	40,1	34,8	19,7	6,8	6,0	22,2
Égypte	39,7	35,4	20,1	5,1	6,3	20,8
Jamahiriya arabe libyenne	41,9	33,9	20,1	7,3	5,5	21,1
Mauritanie	41,7	44,1	27,2	4,7	4,7	8,9
Maroc	44,4	34,7	20,1	4,6	6,4	20,6
Soudan	43,8	40,1	22,7	54	5,5	14,4
Tunisie	38,9	29,7	19,6	8,0	8,4	24,6
<b>Afrique australe</b>	41,1	41	29	5,4	5,2	8,8
Afrique du Sud	38,6	34	23,6	6	5,7	13,7
Angola	41,2	48,2	36,7	4,9	4,5	5,2
Botswana	46,1	42,1	24,6	6,1	4,5	11,9
Lesotho	40,7	39,3	24,5	6,9	6,5	9,5
Malawi	45,7	46,3	32,2	4,9	4,6	6,6
Maurice	45,2	25,6	17,4	4,7	9,0	26,1
Mozambique	41,7	43,9	26,8	4,7	5,1	7,8
Namibie	41	43,7	24,7	6	5,6	11,1
Swaziland	43	41,6	25,8	4,6	5,3	9,1
Zambie	44,9	46,5	28,6	4,3	4,5	7,9
Zimbabwe	41,9	45,2	24,9	5,3	4,7	11,3
<b>Afrique de l'Ouest</b>	42	44,8	27,8	5,2	4,7	9,5
Bénin	36,2	46,4	27,3	13,6	4,2	8,9
Burkina Faso	42,7	48,7	33,9	4,6	4,8	6,5
Cap Vert	34,2	39,3	20,7	6,5	6,5	19,6
Côte d'Ivoire	43,1	42,1	24,3	4,0	5,0	12,4
Gambie	39,5	40,3	23,5	5,2	5,2	12
Ghana	45,1	40,9	23,2	4,1	5,1	14,7
Guinée	42,4	44,1	26,2	4,2	4,4	9,6
Guinée-Bissau	37,2	43,5	28,1	5,9	5,6	7,9
Libéria	41,5	42,7	33,5	5	4,5	6,7
Mali	44	46,1	33,6	4	5,7	7
Niger	44	49,9	38,4	4	3,3	5
Nigeria	41,7	45,1	25,1	5,1	4,8	10,3
Sénégal	41,6	44,3	24,4	5,5	4,2	11
Sierra Leone	39,4	44,2	31,0	5,2	4,8	6,8
Togo	41,3	44,3	25,4	6,8	4,9	10,1

Source: Nations Unies, Division de la population, World Population Prospects, The 2000 Revision



Tableau 4. Population âgée de 60 ans et plus en Afrique, 1950-2050 (en milliers)

Régions et pays en Afrique	1950			2000			2050		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
<b>Afrique</b>	11 704	5208	6496	40091	18199	21892	204776	97394	107383
<b>Afrique de l'Est</b>	2411	1054	1357	8478	3875	4603	45491	21689	23803
Burundi	128	56	72	274	104	170	1367	649	717
Comores	9	4	5	30	13	16	231	108	123
Djibouti	2	1	1	35	14	21	62	27	34
Érythrée	59	26	33	172	78	94	1005	475	530
Éthiopie	885	371	513	2974	1372	1602	12,342	5943	6398
Kenya	397	171	226	1284	602	681	7184	3431	3754
Madagascar	199	93	106	756	350	406	4395	2084	2310
Rwanda	82	37	45	319	140	179	1663	794	869
Seychelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	105	46	59	342	158	184	2328	1095	1232
Ouganda	250	118	132	885	403	482	5775	2753	3023
République Unie de Tanzanie	297	132	165	1406	639	767	9141	4329	4812
<b>Afrique centrale</b>	1338	574	764	4040	1787	2253	20085	9583	10502
Cameroun	256	114	141	832	381	451	3612	1751	1860
Congo	46	21	25	153	68	86	743	339	404
République démocratique du Congo	679	275	405	2309	1005	1304	12651	6046	6605
Gabon	55	25	29	107	49	58	295	140	155
Guinée équatoriale	20	9	10	27	12	15	119	56	63
République centrafricaine	101	46	54	226	98	128	773	354	419
Sao-Tomé-et-Principe	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tchad	182	84	98	386	174	212	1892	896	996
<b>Afrique du Nord</b>	3017	1417	1600	10931	5022	5910	60933	28477	32456
Algérie	596	292	304	1831	839	992	11386	5364	6022
Égypte	1123	508	614	4284	1925	2359	23703	11008	12694
Jamahiriya arabe Libyenne	75	45	30	290	157	133	2107	975	1,132
Mauritanie	39	17	21	126	56	70	754	355	398
Maroc	410	196	213	1,905	856	1049	10373	4781	5592
Soudan	492	236	256	1,698	792	905	9153	4384	4769
Tunisie	284	123	161	797	396	402	3458	1610	1849
<b>Afrique australe</b>	1844	814	1030	6034	2590	3444	20696	9,854	10841
Afrique du Sud	815	358	457	2462	986	1476	6479	2927	3552
Angola	203	90	113	592	269	324	2760	1302	1458
Botswana	24	9	15	70	26	44	252	127	124
Lesotho	51	19	32	133	59	75	234	122	113
Malawi	142	64	78	524	233	291	2049	1033	1016
Maurice	23	11	12	104	45	59	372	161	212
Mozambique	292	129	163	936	421	515	3043	1466	1577
Namibie	31	14	16	99	44	56	406	196	210
Swaziland	12	5	7	49	22	27	127	63	64
Zambie	106	51	55	473	214	259	2302	1141	1161
Zimbabwe	147	65	82	593	273	320	2671	1315	1355
<b>Afrique de l'Ouest</b>	3072	1340	1732	10506	4883	5623	57179	27618	29561
Bénin	278	132	146	264	127	137	1616	753	864
Burkina Faso	183	69	114	558	227	331	3022	1389	1633
Cap Vert	10	3	7	28	9	18	158	68	90
Côte d'Ivoire	111	49	62	797	417	380	3986	1962	2024
Gambie	15	7	9	67	32	36	313	146	167
Ghana	202	92	110	977	452	525	5885	2801	3084
Guinée	107	46	60	363	169	194	1978	964	1014
Guinée-Bissau	30	13	16	68	31	37	259	121	138
Libéria	42	19	23	132	61	72	964	451	513
Mali	142	62	79	652	287	365	2938	1422	1516
Niger	101	44	56	356	162	193	2605	1269	1336
Nigeria	1523	649	874	5,419	2538	2881	28783	14093	14691
Sénégal	137	64	74	396	178	218	2491	1148	1343
Sierra Leone	102	45	57	210	94	116	980	456	524
Togo	90	46	45	220	100	120	1201	575	626

Source: Nations Unies, Division de la population, World Population Prospects, The 2000 Revision



# Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme

Maite Irurzun-Lopez, Division des politiques économiques et sociales, CEA

*«Aucun chiffre ne peut rendre compte de l'ampleur des besoins ni de leur urgence en termes de vies humaines»  
(Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme).*

Le Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme (le Fonds), nouvellement créé, a approuvé la première série de propositions de subventions en avril 2002. Le Fonds centralise les contributions de la communauté internationale en réponse aux demandes répétées de ressources supplémentaires pour réduire le nombre de décès causés par ces trois grandes maladies. Le Fonds est un partenariat indépendant entre les secteurs publics et privé qui mobilise des ressources pour financer des projets précis au profit des pays gravement touchés par le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, a demandé 7 à 10 milliards de dollars É.U. par an pour lutter contre ces trois épidémies, durant le Sommet d'Abuja sur le VIH/sida et les autres infections connexes (2001), et a réitéré son appel lors de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au VIH/sida (New York, juin 2001). Plus récemment, la Commission macroéconomie et santé<sup>1</sup> a estimé qu'il faudrait 17 milliards de dollars É.U. par an d'ici à 2007, et 27 milliards d'ici à 2015.

## Les premières subventions ont été approuvées: renforcer l'accès au traitement et aux soins

En réponse à ces appels, le Fonds a approuvé en avril 2002 la première série de subventions destinées à financer 58 programmes dans 43 pays, ce qui permettra notamment de multiplier par six le nombre des malades africains bénéficiant d'un traitement antirétroviral dans les cinq prochaines années. Au total, 322 propositions émanant du monde entier ont été présentées, représentant un montant total de 5 milliards de dollars É.U. sur cinq ans. Des subventions d'un montant de 1,6 milliards de dollars ont été approuvées pour les cinq prochaines années, dont 616 millions de dollars seront déboursés dans les deux premières années. À ce jour, les annonces de contribution s'élèvent à 2,1 milliards de dollars É.U. mais, compte tenu de l'importance de la demande, ce montant, bien que considérable, demeure largement insuffisant.

La plupart des pays ont présenté des projets ciblant les trois maladies (VIH/sida, tuberculose et paludisme). Les projets combinés ont été dans certains cas adoptés dans leur ensemble, alors que dans d'autres, seules les parties relatives à une ou deux maladies ont été approuvées. La plupart des subventions approuvées concernent à la fois la prévention et le traitement, l'appui à certaines activités, comme le renforcement de l'accès aux services de santé, la formation du personnel et des agents de santé des collectivités, la modification des comportements et la vulgarisation, ainsi que les programmes communautaires, notamment la prise en charge des malades et des orphelins. La fourniture de produits sanitaires constitue l'un des principaux domaines qui bénéficient d'un appui dans le cadre de cette première série de subventions avec 45 % des fonds consacrés aux produits et fournitures. C'est ainsi que 70 % des propositions relatives au VIH/sida concernent la fourniture de la thérapie antirétrovirale fortement active qui constitue le traitement le plus efficace du VIH/sida. Cette thérapie permet actuellement de prolonger la vie et d'améliorer le bien-être des malades dans les pays industrialisés, mais l'Afrique n'en a guère bénéficié en raison du coût élevé des médicaments et du manque de personnel qualifié et d'infrastructures appropriées. Grâce au Fonds, le Malawi, par exemple, pourra assurer un traitement antirétroviral à 40 000 malades dans les cinq prochaines années, contre 1 000 actuellement.

## Comment fonctionne le Fonds?

Les subventions sont accordées aux programmes publics, privés et non gouvernementaux destinés à appuyer les interventions techniquement rationnelles, rentables et efficaces pour la prévention, le traitement, les soins et l'appui en faveur des personnes infectées et directement affectées.

Le Fonds encourage la maîtrise nationale des programmes dont les processus de formulation et d'exécution sont menés par les pays concernés. Le Fonds a demandé à chaque pays de mettre en place un mécanisme national de coordination au sein duquel seront largement représentés les organismes publics, les organisations non gouvernementales, les organisations de base, les institutions du secteur privé (quand elles exis-



Tableau 1: Répartition du financement durant la première année, par pays

Pays nombre de projets	Maladies ciblées	Dépenses (en dollars É.U.)
Afrique du Sud (2)	(1) Sida et tuberculose ; (2) Sida	24 868 652
Argentine (1)	(1) Sida	6 459 200
Bénin (1)	(1) Paludisme	1 482 920
Burundi (1)	(1) Sida	2 242 000
Cambodge (2)	(1) Sida ; (2) Sida	7 154 701
Chine (1)	(1) Sida	6 360 891
Chine (2)	(1) Paludisme ; (2) Sida	15 411 997
Corée (RDP)(1)	(1) Tuberculose	1 209 000
Éthiopie (1)	(1) Tuberculose	7 018 000
Ghana (2)	(1) Tuberculose, (2) Sida	2 516 059
Haiti (1)	(1) Sida	10 216 637
Honduras (1)	(1) Sida ; Tuberculose et Paludisme	10 041 283
Inde (1)	(1) Tuberculose	1 966 999
Indonésie (3)	(1) Tuberculose ; (2) Sida (3) Paludisme	16 327 235
Kenya (2)	(1) Sida ; (2) Sida	2 871 689
Laos (2)	(1) Sida ; (2) Tuberculose	1 488 356
Madagascar (1)	(1) Paludisme	638 674
Malawi (1)	(1) Sida	19 979 782
Mali (1)	(1) Paludisme	1 453 857
Moldavie (1)	(1) Sida et Tuberculose	1 739 005
Mongolie (1)	(1) Tuberculose	129 000
Maroc (1)	(1) Sida	1 268 979
Nigéria (3)	(1) Sida ; (2) Sida ; (3) Sida	11 078 286
Ouganda (1)	(1) Sida	20 751 367
Panama (1)	(1) Tuberculose	260 000
Rwanda (1)	(1) Sida et tuberculose	3 330 849
Sénégal (2)	(1) Paludisme ; (2) Sida	4 571 428
Serbie (Yougoslavie)(1)	(1) Sida	1 134 599
Sri Lanka (2)	(1) Tuberculose ; (2) Sida	4 448 400
Tadjikistan (1)	(1) Sida	620 105
Tanzanie (3)	(1) Paludisme ; (2) Paludisme ; (3) Sida	9 966 040
Thaïlande (2)	(1) Tuberculose ; (2) Sida	17 990 312
Ukraine (1)	(1) Sida	9 034 300
Vietnam (2)	(1) Sida ; (2) Tuberculose	5 000 000
Zambie (3)	(1) Sida ; (2) Paludisme ; (3) Tuberculose	41 058 000
Zimbabwe (2)	(1) Paludisme ; (2) Sida	10 046 250
Interpays (Éthiopie-Zambie) (1)	(1) Sida	336 000
Interpays (Myanmar-Thaïlande) (1)	(1) Sida	549 382
Interpays (Monde) (1)	(1) Sida	220 000
<b>TOTAL (58 projets)</b>		<b>283 240 234</b>

Source: Réseau international d'organisation d'entraide et de lutte contre le Sida (ICASO), Global Fund Update 2002

tent), et les organismes bilatéraux et multilatéraux. Le Fonds reçoit les propositions présentées par le Mécanisme national de coordination ainsi que celles des organismes qui n'en font pas partie, à condition que ces derniers puissent expliquer clairement pourquoi leurs propositions n'ont pu être examinées dans le cadre du Mécanisme national. En outre, le Fonds œuvre à renforcer et à compléter les programmes régionaux et nationaux d'appui aux politiques nationales, notamment les stratégies de lutte contre la pauvreté et les approches multisectorielles. Le Fonds entend faire participer davantage les communautés ainsi que les personnes infectées et celles directement affectées par les trois maladies à l'élaboration des propositions.

La Tanzanie offre un bon exemple de collaboration entre différentes parties prenantes au niveau national. Le Mécanisme national de coordination de ce pays comprend neuf représentants du Gouvernement (Cabinet du Premier Ministre et du Président, Commission de la planification, administration régionale, autorités locales et autres ministères ainsi que la Commission tanzanienne sur le sida), quatre représentants d'organismes multilatéraux et bilatéraux, six ONG et la Fondation du secteur

privé de Tanzanie. En outre, une équipe d'évaluation technique comprenant les directeurs des programmes nationaux pour la tuberculose et le paludisme, des représentants de la Commission tanzanienne pour le sida, de l'ONUSIDA, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ainsi que des experts de l'élaboration des projets, a été mise en place avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de la Banque mondiale. Le processus de consultation et d'examen des propositions a été mené de manière ouverte et transparente sous la présidence de la plus haute autorité du pays avec la participation des principales parties prenantes, ce qui montre à quel point ces mécanismes de collaboration peuvent donner des résultats probants.

Une fois finalisée au niveau national, la proposition est présentée au Fonds pour examen par le Mécanisme national de coordination. Le Groupe d'évaluation technique du Fonds examine la qualité et la faisabilité des propositions et fait ses recommandations au Conseil du Fonds qui décide en dernier ressort d'accepter ou de rejeter les projets. La phase d'approbation est suivie de la phase de versement des subventions. À ce stade, la procédure, c'est-à-dire qui verse les subventions et de quelle manière, n'a pas encore été arrêtée par le Fonds.

### La deuxième phase de présentation des propositions

Le deuxième appel pour la présentation des propositions a été lancé le 2 juillet 2002 et la date de clôture a été fixée au 27 septembre 2003. Le Conseil attribuera les subventions en janvier 2003. On s'attend à ce que les propositions soient beaucoup plus nombreuses que lors de la première phase, en raison notamment du fait qu'un complément d'informations a été demandé pour plusieurs dossiers de la première phase et que les organismes concernés disposent de davantage de temps pour préparer leurs demandes.

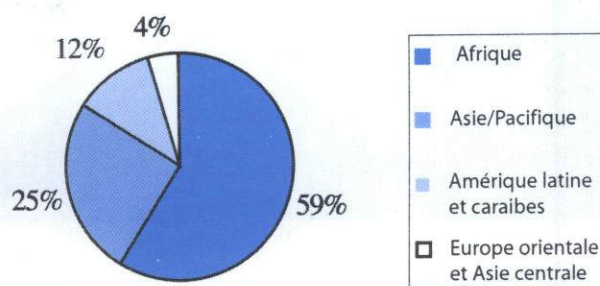
Durant la première phase, le délai de présentation des demandes avait été limité à un mois seulement (4 février-10 mars 2002), ce qui était insuffisant pour faire des propositions rationnelles et complètes, surtout pour les petites ONG qui ont eu des difficultés à remplir toutes les conditions en si peu de temps. En outre, les processus de consultation ont dû être entrepris rapidement, ce qui a souvent limité la participation des ONG. Pour toutes ces raisons, le délai de présentation des demandes dans le cadre de la deuxième phase a été étendu à trois mois et le Fonds a publié une série de directives révisées pour familiariser davantage les bénéficiaires avec la procédure de présentation des demandes. Pour la prochaine phase, le Fonds devra renforcer la participation de toutes les entités oeuvrant dans ce domaine et toucher celles qui ont le plus besoin de ressources.

### Contribuer à freiner l'épidémie en Afrique, région la plus touchée

Même si le Fonds ne fixe pas de quotas pour les allocations de ressources à chaque région ni pour chaque maladie, il



## Première année de financement, par région



Source: International Council of AIDS Service Organizations (ICASO), Global Fund Update 2002

accorde néanmoins la priorité aux communautés les plus touchées et aux pays les plus menacés. Cette politique se reflète à travers les subventions accordées dont une bonne part est allée à l'Afrique et au VIH/sida: près de 70 % des ressources sont allouées à cette maladie et, sur ce total, 60 % serviront à financer des programmes dans 13 pays d'Afrique (tableau 1).

L'Afrique est le continent le plus touché par le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, comme le montre le tableau 2. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Afrique enregistre 81 % des décès dus au VIH/sida et 90 % des décès dus au paludisme dans le monde. Les infections liées au VIH/sida sont la principale cause de décès en Afrique subsaharienne et le paludisme a été la troisième cause en 2000. La concomitance fréquente du VIH/sida et de la tuberculose, notamment en Afrique, fait qu'il est difficile d'examiner les effets respectifs de ces deux maladies sur la population. L'Afrique subsaharienne compte le nombre le plus élevé de cas de tuberculose enregistrés dans le monde, comme l'indique le Rapport mondial sur le développement humain 2001 (PNUD 2001), même si 23 % seulement du nombre de décès dus à cette maladie dans le monde sont enregistrés en Afrique.

### Perspectives

S'il est vrai que les perspectives sont prometteuses, le Fonds n'a pas les moyens de financer tous les besoins. Ce n'est qu'un instrument de mobilisation des efforts qui doit encore faire la preuve de son efficacité. Jusqu'à présent, la rapidité de réaction du Fonds prouve que la communauté internationale est consciente et résolue à prendre rapidement en charge ces épidémies dévastatrices. Une année seulement après sa mise en place, le Fonds a mobilisé d'importantes ressources au profit des pays qui en ont le plus besoin, mais des ressources supplémentaires doivent être trouvées rapidement. Même si les 7 à 10 milliards de dollars EU. demandés par M. Kofi Annan semblent dépasser de loin les possibilités budgétaires internationales, ce n'est pas vraiment le cas. Cette somme ne représente que quatre jours de dépenses militaires dans le monde, dix jours de subventions agricoles de l'OCDE ou le coût de 100 Eurofighters (Oxfam 2002). Si les 30 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avaient rempli leurs obligations internationales en allouant 0,7 % de leur PIB à l'aide

aux pays en développement, le montant dégagé aurait atteint 171 milliards de dollars É.U. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

1. La Commission macroéconomie et santé a été mise en place en janvier 2000 par Gro Harlem Brundtland pour évaluer la place de la santé dans le développement économique mondial.

#### Source :

(Commission macroéconomie et santé). 2001. «Macroeconomics and Health: Investing in Health for Economic Development». Organisation mondiale de la santé, Genève (<http://www.cmhealth.org>)  
CEA, (Commission économique pour l'Afrique), 2002 «Mettre la technologie au service du développement durable».  
Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme <http://www.globalfundatm.org/index.html>  
Réseau international d'organisation d'entraide et de lutte contre le sida (ICASO), Global Fund Update: Information on the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria for NGOs and Civil Society. Juin 2002. Toronto (<http://www.icaso.org>)  
Oxfam International (2002) False Hope or New Start? The Global Fund to Fight HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria.

ONUSIDA (Programme commun des Nations Unies de lutte contre le VIH/Sida), 2001. Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme. The UN and Country-Level Experiences During the First Round. Document interne, Country and Regional Support Department, Genève. (<http://www.unaids.org>)  
PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), 2001, Rapport mondial sur le développement humain 2001: Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain, New York: Oxford University Press. (<http://www.undp.org>).

La CEA souhaite remercier l'ONUSIDA-Éthiopie pour sa contribution à la rédaction du présent article.

Tableau 2 : Répartition des décès liés au VIH/Sida, au paludisme et à la tuberculose par région durant l'année 2000

Région	VIH/sida		Paludisme		Tuberculose	
	En milliers	Pourcentage	En milliers	Pourcentage	En milliers	Pourcentage
Afrique	2 392	81,3	966	89,4	381	23
Amériques	72	2,4	2	0,2	57	3,4
Asie du Sud-Est	371	12,6	51	4,7	674	40,6
Europe	21	0,2	0	0	74	4,5
Méditerranée orientale	54	1,8	47	4,4	136	8,2
Pacifique occidentale	32	1,1	13	1,2	340	20,5
Total	2 943	100	1 080	100	1 660	100

Source: CEA 2002 – Adapté de l'OMS 2001



# Actions et initiatives pour le développement sanitaire et social au Togo (AIDSS-TOGO)

Un bel exemple: coiffer le sida au poteau

Gagnon Mawuena Adjignon, Service presse AIDSS-TOGO

ONG au travail

Deux décennies après le début de son apparition, l'infection au VIH/sida constitue toujours un fléau en pleine expansion, qui affecte très lourdement les jeunes des pays en voie de développement et plus encore les femmes, qui payent un lourd tribut à la pandémie. Dans le monde, le constat est le suivant: d'après l'ONUSIDA, on dénombre aujourd'hui 40,2 millions de séropositifs, dont 30,15 millions en Afrique. Des 30,15 millions de séropositifs 53 %, soit 16 millions, sont des femmes.

Au Togo, les infections sexuellement transmissibles et l'infection au VIH/sida, constituent un véritable problème de santé publique, mais aussi de société. AIDSS, une ONG de la place à choisi de monter au créneau, de briser les tabous en axant toutes ses campagnes de prévention vers une population privilégiée: les femmes.

Au Togo, comme partout ailleurs, la vulnérabilité des femmes face au sida est flagrante. Cette vulnérabilité économique, sociologique, sociale et culturelle, doit pouvoir être contenue par des campagnes de sensibilisation multiformes, massives et adaptées. AIDSS s'élève également contre des pratiques ancestrales, comme le lévirat et le sororat, qui sont également des facteurs de propagation du VIH/sida. AIDSS prêche pour une promotion de l'accès à l'information juste, faire de la femme togolaise un acteur de prévention efficace, et réduire l'impact du VIH sur ce groupe si vulnérable.

## AIDSS et les syndicats des coiffeurs veulent «Coiffer le sida au poteau»

AIDSS, dans sa recherche d'approches novatrices, s'est proposé d'organiser des séances de sensibilisation. Cette approche ne manque pas d'audace, tant dans l'élaboration que dans la réalisation des séances. Ainsi, de janvier à mai 2002, AIDSS et les syndicats de base des coiffeurs, coiffeuses et esthéticiennes du Togo ont conjugué leurs efforts pour la réalisation d'un projet dénommé «Coiffer le sida au poteau».

Ce programme de sensibilisation visait à vulgariser auprès des coiffeurs et esthéticiennes toutes les connaissances scientifiques sur le VIH/sida, les infections sexuellement transmissibles communément rencontrées, avec un accent particulier sur les hépatites B, C et autres infections que les instruments de travail sont susceptibles de transmettre. L'objectif spécifique étant d'amener les bénéficiaires à se débarrasser des fausses idées et préjugés sur le VIH/sida, à renforcer les règles d'hygiène professionnelle pour une réduction des risques dans l'exercice de leur métier, et à un profond changement de comportement sexuel. Projet ambitieux, qui a bénéficié de l'appui financier de la mission résidente de la Banque mondiale à Lomé, l'appui



La coordinatrice-adjointe Mme KWADRONE Gyptie face à une public attentif.  
(photo ONOURADJE)



Une participante s'essayant à l'application du fémicide



technique du Centre d'études de la famille africaine (CEFA) et du soutien de PSI-TOGO, promoteur du Femidon et du Condom Protector.

Le calendrier élaboré par les partenaires a permis à l'équipe de prévention de AIDSS de se déplacer vers la population cible, en rendant visite aux coiffeuses section par section dans la commune de Lomé. Aller à la rencontre des femmes sur leurs lieux de réunion syndicale mensuelle, y «voler» deux ou trois heures pour parler des modes de transmission, et de protection, des traitements actuels, de la prise en charge au quotidien des personnes vivant avec le VIH. Ce contact a permis à tous de s'exprimer, notamment sur les réticences d'un compagnon à l'usage de préservatif. Nombreuses ont été également les interrogations sur le comportement à adopter vis-à-vis d'un mari volage et, de plus, réfractaire à toute discussion sur les dangers du vagabondage sexuel.

#### **La prévention de proximité comme leitmotiv**

La force de AIDSS consiste à se fondre dans les communautés féminines de base en organisant des séances intimes de

sensibilisation au cours desquelles la langue de bois n'a pas sa place. La femme togolaise, pierre angulaire de la famille, doit devenir acteur de sa propre prévention. La population cible rencontrée, à la fin de la campagne, est évaluée à 2800 et le projet porte déjà ses fruits.

La conscientisation des patrons et patronnes a permis, cette année, aux apprenties de traiter des questions relatives à l'hygiène professionnelle et à l'infection à VIH/sida au cours des examens professionnels.

Ce programme réalisé à Lomé, la capitale, répond au vœu de tous les intervenants: AIDSS, Banque mondiale, CEFA, PSI-TOGO comme projet pilote qui devra, avec la collaboration des syndicats, être réalisé dans les principales grandes villes du pays comme Kara, Tsévié, Aného, Sokodé, Kpalimé, Atakpamé.

*Pour plus de détails, contacter: AIDSS-TOGO, BP 30414 Lomé, Togo, téléphone/télécopie: (228) 2253922 Courrier électronique: aidss\_togo@hotmail.com*



# Human Resources Development Centre: nouvelle initiative pour le millénaire

Adunola Adepoju, Directeur de programme, HRDC, Lagos, (Nigeria)

L'Organisation *Human Resources Development Centre* (Centre pour la mise en valeur des ressources humaines) a été créée en 1998 pour contribuer à renforcer les capacités humaines pour le développement durable à travers la recherche, la formation et la fourniture de services consultatifs en matière de population et de développement durable en Afrique, partant du principe que les ressources humaines sont un atout durable pour le continent. C'est la raison pour laquelle il importe de tirer le meilleur profit de cette ressource essentielle par le biais de la recherche en matière de grandes orientations et du recyclage des protagonistes à tous les niveaux, à une époque où les rapports entre population et développement durable connaissent une évolution rapide. *Human Resources Development Centre* est une nouvelle initiative qui vise à contribuer à la réalisation de cet objectif dans la région.

## Activités

Les principales activités du Centre consistent à effectuer des recherches sur des sujets d'actualité et des thèmes émergents et à utiliser les résultats pour ses services consultatifs et de formation au profit des gouvernements africains, des ONG et des partenaires au développement. Le Centre publie et diffuse à grande échelle des documents de politique générale, organise des rencontres publiques pour débattre des questions de développement et de politiques publiques pertinentes aux niveaux central et local et sert de banque de données pour les chercheurs et les parties prenantes dans les domaines de la population et du développement.

Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a fait appel au Centre pour procéder à une évaluation des besoins en matière de formation des fonctionnaires chargés des questions de la population et de développement de douze États du Nigéria, et former des formateurs dans les domaines de la population et du développement qui ont, à leur tour, formé des fonctionnaires aux niveaux des États et des collectivités locales. Le Centre a également mené d'importantes activités de terrain dans les domaines de la pauvreté, de la migration des femmes et de la santé en matière de reproduction dans six grandes villes du Nigéria. Les résultats sont actuellement analysés et seront publiés prochainement. Un programme parental au niveau des communautés intitulé «Parler du sida aux enfants» est actuellement en cours d'exécution au Nigéria. La première phase de ce projet ciblera six communautés. Le Centre a publié et diffusé auprès de nombreuses parties intéressées le premier numéro d'une série de documents de recherche intitulé «Population et développement durable en Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle: défis et perspectives». Cette publication présente huit thèmes pertinents liés à la population et au développement aux fins de recherche et d'intervention programmatiques dans la région en prenant comme point de référence les domaines thématiques retenus par la Déclaration de Dakar/Ngor et le Programme d'action de la CIPD.

Les spécialités dans les domaines de la recherche et des services consultatifs disponibles au niveau du Centre ou par le biais d'un réseau d'experts, concernent notamment les initiatives en matière de renforcement des capacités humaines; les stratégies de mise en valeur des ressources humaines; la santé en matière de reproduction et la sexualité des adolescents; le VIH/sida; l'analyse des initiatives du secteur de la santé; l'analyse des stratégies de lutte contre la pauvreté; l'évaluation des effets des politiques macroéconomiques; l'évaluation des politiques et programmes en matière de population et de développement; la migration, la coopération économique et l'intégration régionales; l'analyse démographique; l'éducation de la population; le plaidoyer en faveur des programmes de population et de développement; la formation et l'évaluation des besoins en la matière. Dans tous les cas, les questions d'égalité entre les sexes sont traitées comme thème dominant.

Adresse: HRDC, boîte postale 41, University of Lagos Post Office, Akoka, Lagos (Nigéria); téléphone et télécopie: 234 1 269 3599; courrier électronique: [aadepaju@infoweb.abs.net](mailto:aadepaju@infoweb.abs.net).



# Le modèle population, environnement, développement et agriculture (PEDA) appliqué au Cameroun

Donatella Giubilaro, Division du développement durable, CEA

La lutte contre la pauvreté est l'objectif premier des politiques de développement du Cameroun. Ces politiques ont pour but de réduire la pauvreté en s'attaquant à ses causes, dont notamment: l'accroissement de la population, le faible niveau d'éducation, le statut social déplorable de la femme, la faiblesse de la productivité et la dégradation des ressources naturelles.

Comme d'autres pays africains, le Cameroun analyse aujourd'hui le problème de la pauvreté sous l'angle du développement durable et des relations d'interdépendance entre accroissement de la population, dégradation de l'environnement et insécurité alimentaire. Une question cruciale se pose aujourd'hui aux décideurs: comment les trois domaines interdépendants

que sont la population, l'environnement et l'agriculture vont-ils déterminer la croissance économique future? Le modèle PEDA est alors très utile car il permet d'envisager les effets que différentes politiques nationales pourraient avoir à moyen et à long terme sur la sécurité alimentaire de la population.<sup>1</sup>

## Situation actuelle au Cameroun

### Population

La population camerounaise a augmenté au rythme relativement élevé de 2,3 % au cours de la période 1995-2000 (tableau 1). L'indice synthétique de fécondité connaît une baisse tendancielle puisqu'il est passé de 6,4 au cours de la période 1975-1980 à 5,1 pour la période 1995-2000. Cette diminution cache cependant des disparités grandissantes entre les zones urbaines et les zones rurales.

La population camerounaise devrait continuer d'augmenter et finir par doubler d'ici 2045. Les raisons en sont, d'une part, les taux de fécondité encore beaucoup plus élevés que les taux de mortalité, et d'autre part, la dynamique démographique due à la prépondérance d'une population jeune (en 2000, la population âgée de moins de 15 ans représentait 43 % de la population totale).

### Environnement

Le Cameroun bénéficie d'une diversité écologique exceptionnelle qui lui ouvre de larges possibilités de développement à long terme. Malheureusement, telle qu'elle est opérée actuellement, l'exploitation des ressources ne permet pas d'assurer la régénération de ces richesses et le risque est grand de voir le Cameroun compromettre ses possibilités de développement durable (tableau 1).

Le faible niveau de l'éducation générale et technique, l'inexistence ou l'insuffisance de l'accès à l'eau potable (43 % de la population rurale et 57 % de la popula-

Tableau 1

### Population

Taux d'accroissement de la population	1985-1990	2,9 %
	1990-1995	2,7 %
	1995-2000	2,3 %
Indice synthétique de fécondité	1975-1980	6,4
	1985-1990	6,1
	1995-2000	5,1
Taux de prévalence des méthodes modernes de contraception	1998	8 %
Taux d'alphabétisation des adultes		
Hommes	1985	70 %
	1995	80 %
Femmes	1985	50 %
	1995	67 %

### Environnement

Commerce des produits forestiers en pourcentage des exportations totales	1995-1996	20,3 %
	1997	17,5 %
Pourcentage de la population utilisant l'énergie de la biomasse	Années 90	80 %
Énergie de la biomasse utilisée en pourcentage du total des énergies utilisées	Années 90	64 %
Diminution des terres forestières	1976-1986	200.000 ha/an
Diminution des forêts tropicales	1976-1986	100.000 ha/an
Taux de forestation	1980-1995	0,6 %

### Agriculture et sécurité alimentaire

Taux de croissance de la production alimentaire	1975-1984	0,6 %
	1985-1989	1,5 %
	Après 1990	2,8 %
Indice de la production vivrière par habitant	1970	120,2
	1989-1991	100
	1996	103,5
	1998	93,7
Ration calorique quotidienne par personne	1970	2280
	1987	2178
	1990	2199
	1997	2111
Pourcentage de fermes utilisant des tracteurs	1989-1990	0,2 %
Pourcentage de fermes utilisant des engrais	1989-1990	1,7 %
Pourcentage de fermes utilisant des variétés de semences améliorées	1989-1990	57 %
Pourcentage de terres cultivées irriguées	1989-1990	0,2 %



tion urbaine y ont accès), le taux élevé d'accroissement de la population et l'importance des activités de subsistance (essentiellement dans les secteurs agricole et pastoral) contribuent à intensifier l'exploitation des ressources naturelles du pays et à les épuiser. En l'absence de toute mesure de suivi et de protection, la forêt a été surexploitée par la population et par l'industrie du bois. La déforestation s'est faite à un rythme dix fois plus rapide que les capacités de régénération des forêts. Entre 1981 et 1990, le Cameroun a perdu 8 % de ses forêts et en 1993, le taux de déforestation était encore de 0,6 % par an.

#### Agriculture

Le niveau des connaissances techniques et la nature des techniques culturales employées sont inadaptés à une agriculture de type intensif, ce qui a créé de graves problèmes de dégradation des sols. La récession économique a considérablement entravé la mécanisation et l'intensification de l'agriculture. L'utilisation du tracteur ne s'est pas étendue depuis les années 1970 et la consommation d'engrais est restée la même entre 1979 et 1997, soit 5,5-5,6 kg par hectare de terre arable.

À tout cela s'ajoutent l'accroissement de la population et la dégradation des sols qui se sont soldés par une réduction du nombre d'hectares de terres arables par habitant, qui est passé de 0,68 ha pour la période 1979-1981 à 0,43 ha pour la période 1995-1997.

#### Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire du Cameroun résulte, en partie, des conditions de production agricole, et notamment du caractère rudimentaire des techniques culturales qui ne permet guère de réaliser des rendements élevés. À cela se greffe un système foncier qui ne favorise pas l'accès équitable à la terre, les insuffisances du système de crédit agricole et les difficultés d'écouler la production vers les marchés existants.

Tous ces facteurs ont contribué à la baisse de la production vivrière par habitant (tableau 1) qui, en 1996 ne représentait plus que 90,9 % de la production annuelle de la période 1970-1981. Ils ont aussi été à l'origine de la baisse de la ration calorifique journalière moyenne qui est passée de 2280 kcal en 1970 à 2111 kcal en 1997. Ce chiffre est en dessous du minimum nécessaire à une activité journalière normale, soit 2400 kcal par habitant. De plus, 14 % des enfants avaient un poids inférieur à la norme au cours de la période 1990-1997. Compte tenu de tous ces facteurs, il n'est pas exagéré de supposer que la population vivant dans l'insécurité alimentaire a augmenté en termes absolus comme en termes relatifs.

#### Les grandes interdépendances

Selon l'hypothèse avancée actuellement pour expliquer l'ampleur de la pauvreté ainsi que son aggravation, l'importance de la fécondité, la pauvreté et la faiblesse de la scolarisation entretiennent des rapports d'interdépendance complexes avec la dégradation de l'environnement et la baisse de la production vivrière. Le cercle vicieux de la pauvreté et du développement non durable accélère l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, et affecte les ressources humaines pour lesquelles il est nécessaire d'agir aux niveaux de l'enseignement, de la santé et des facteurs nutritionnels. Si ce cercle vicieux n'est pas rompu, la dégradation des sols se poursuivra et la population vivant dans l'insécurité alimentaire augmentera.

Il ressort des analyses effectuées que le Cameroun pourrait être confronté au cercle vicieux de la pauvreté si des mesures adéquates ne sont pas prises. Malgré les énormes richesses naturelles dont il est doté, ce pays n'est pas à l'abri de

Tableau 2

	Scénario du taux constant	Scénario des objectifs stratégiques
<b>Paramètres de population</b>		
Indices synthétiques de fécondité		
En zone rurale	5,5	3,3
En zone urbaine	5	2,9
Espérance de vie à la naissance	Hommes : 49 ans Femmes : 51 ans	Hommes : 55 ans Femmes : 59 ans
Taux de transition éducatrice	Hommes : 0,53 Femmes : 0,63	Hommes : 0,73 Femmes : 0,84
Taux de passage des zones rurales aux zones urbaines	0,2	0,2
<b>Paramètres concernant les approvisionnements alimentaires</b>		
<i>Agriculture</i>		
Utilisation d'engrais (% de croissance annuelle)	1	2,55
Machines agricoles (% de croissance annuelle)	1	2
Enseignement technique (% de croissance annuelle)	1	2
<i>Environnement</i>		
Évolution de la qualité des sols (% de croissance annuelle)	1	0,1
Dégradation des sols	0,02	0,02



l'insécurité alimentaire. La pression démographique, même si elle n'a pas l'ampleur que connaissent d'autres pays africains, pèse sur les ressources naturelles. De plus, la faiblesse de la production agricole et les méthodes d'exploitation actuelles compromettent le développement futur du pays. Compte tenu de l'accroissement rapide de la population, l'insécurité alimentaire et la pression sur l'environnement pourraient augmenter rapidement si des mesures appropriées ne sont pas prises.

### Approche globale des politiques de développement

Au cours des dernières années, le Gouvernement camerounais a élaboré des politiques et des programmes destinés à améliorer durablement le bien-être des populations. Des réformes sectorielles touchant la population, l'agriculture et l'environnement ont été entreprises. Tout en visant à atteindre des objectifs spécifiques dans un de ces trois secteurs, chaque mesure cherche également à engranger des résultats dans les deux autres. Tel est le cas de la politique menée en matière de population dont les stratégies visent aussi l'agriculture et l'environnement. C'est aussi le cas dans le secteur de l'environnement, où le Cameroun s'efforce, notamment, de mettre en place les conditions d'une croissance durable de la production agricole. La nouvelle politique agricole contribuera, elle aussi, à la transition démographique et à la protection de l'environnement grâce au développement des facteurs de production, ce qui bénéficiera à toutes les couches de la population dans leurs activités concernant l'exploitation des sols et l'intensification agricole.

La politique de développement du Cameroun s'inscrit dans une vision globale tenant compte des relations d'interdépendance entre population, agriculture et environnement. La réussite de toutes ces politiques permettra au Cameroun d'enrayer la paupérisation de sa population et de se développer durablement. De plus, des plans stratégiques ont été élaborés dans les domaines de la population, de l'agriculture et de l'environnement avec des objectifs précis pour atténuer la pauvreté et assurer le développement durable. Le Cameroun doit appliquer d'urgence ces politiques et ces stratégies. Il faudra pour cela une volonté politique et des ressources suffisantes, qu'il s'agira de bien utiliser.

### Application du modèle PEDAS<sup>2</sup>

#### Élaboration de scénarios pour le Cameroun

L'utilisation du modèle PEDAS vise à montrer quels effets auront l'exécution de plans stratégiques élaborés par les décideurs camerounais et les réalisations des objectifs concernant les grandes interdépendances entre population, agriculture et environnement. Il s'agit aussi de comparer les résultats idéaux attendus de l'exécution de ces plans stratégiques avec les résultats qui seraient obtenus si la situation actuelle perdurait, c'est-à-dire si les politiques restaient lettre morte.

Pour illustrer ces deux cas de figure, deux scénarios ont été créés avec le modèle PEDAS. Le premier, appelé scénario des objectifs stratégiques, repose sur l'hypothèse d'une réalisation

des objectifs stratégiques d'ici 2030. Le second, dénommé scénario du taux constant, repose sur l'hypothèse que les données de la période 1995-2000 ne s'amélioreront pas au cours de la période. Les valeurs introduites dans le modèle PEDAS figurent au tableau 2.

#### Résultats de la projection

Les résultats sont présentés sous diverses formes. Tout d'abord, un diagramme comparant les deux scénarios de l'insécurité alimentaire au Cameroun pour la période 1995-2030. Ensuite, une pyramide des âges indiquant, pour chaque scénario, le pourcentage de «la population rurale non instruite et vivant dans l'insécurité alimentaire» par rapport à la population totale en 2050.

Les diagrammes (figure 1) reflètent les projections des deux scénarios concernant le nombre de camerounais qui pourraient vivre en situation d'insécurité alimentaire, jusqu'en 2030, en nombre et en pourcentage de la population totale. Il apparaît ainsi que la mise en œuvre des plans stratégiques aura des effets positifs sur la sécurité alimentaire en termes absolus et en termes relatifs. D'un autre côté, si les variables demeurent constantes au cours de la période considérée, le niveau d'insécurité alimentaire au Cameroun en sera sérieusement affecté.

La figure 2 représente les deux pyramides d'âge obtenues, pour chacun des deux scénarios, en ce qui concerne la «population rurale, non instruite et vivant dans l'insécurité alimentaire», par rapport à la population totale, en 2050. En comparant les deux pyramides d'âge, il apparaît qu'avec la réalisation des objectifs des plans stratégiques, le pays serait en transition démographique (voir la forme de la pyramide). De plus, le nombre de personnes composant le sous-groupe de la population «rurale, non instruite vivant dans l'insécurité alimentaire» aurait alors fortement diminué.

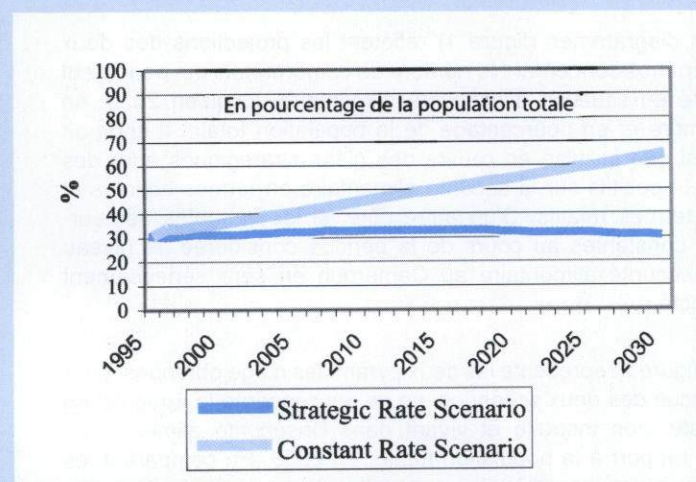
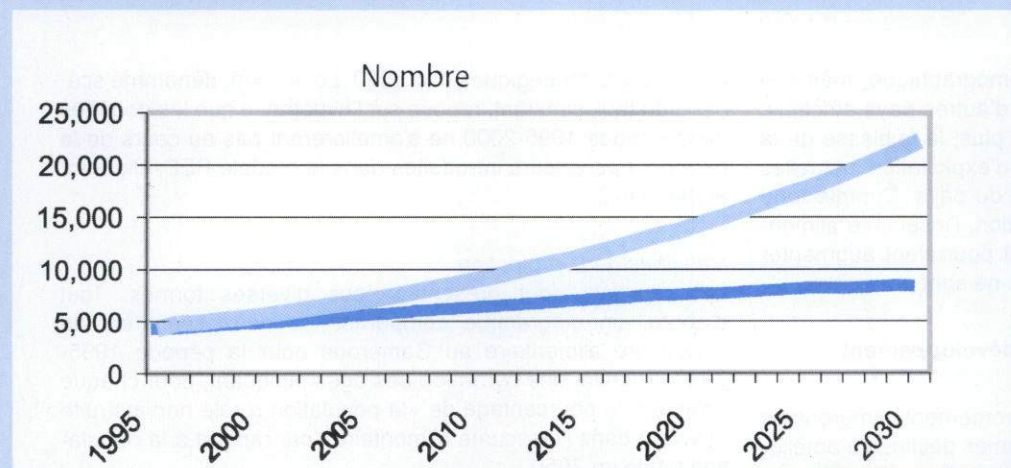
Les résultats obtenus pour chacun des deux scénarios montrent de façon spectaculaire les avantages de mesures axées sur les objectifs stratégiques ainsi que les dangers que comporterait la persistance de la situation actuelle. L'exécution des plans stratégiques et la réalisation des objectifs stratégiques auraient des conséquences positives pour la sécurité alimentaire, l'atténuation de la pauvreté et le développement durable du pays.

### Le Cameroun est peut-être sur la voie du développement durable

Le Cameroun connaît déjà un problème de développement durable. Le processus de dégradation de l'environnement a déjà commencé. Si la situation n'est pas encore critique de ce point de vue, elle n'est pas non plus très bonne et l'on peut s'attendre à ce que la sécurité alimentaire du pays soit compromise.



Population camerounaise en situation d'insécurité alimentaire  
(1995-2030), par scénario



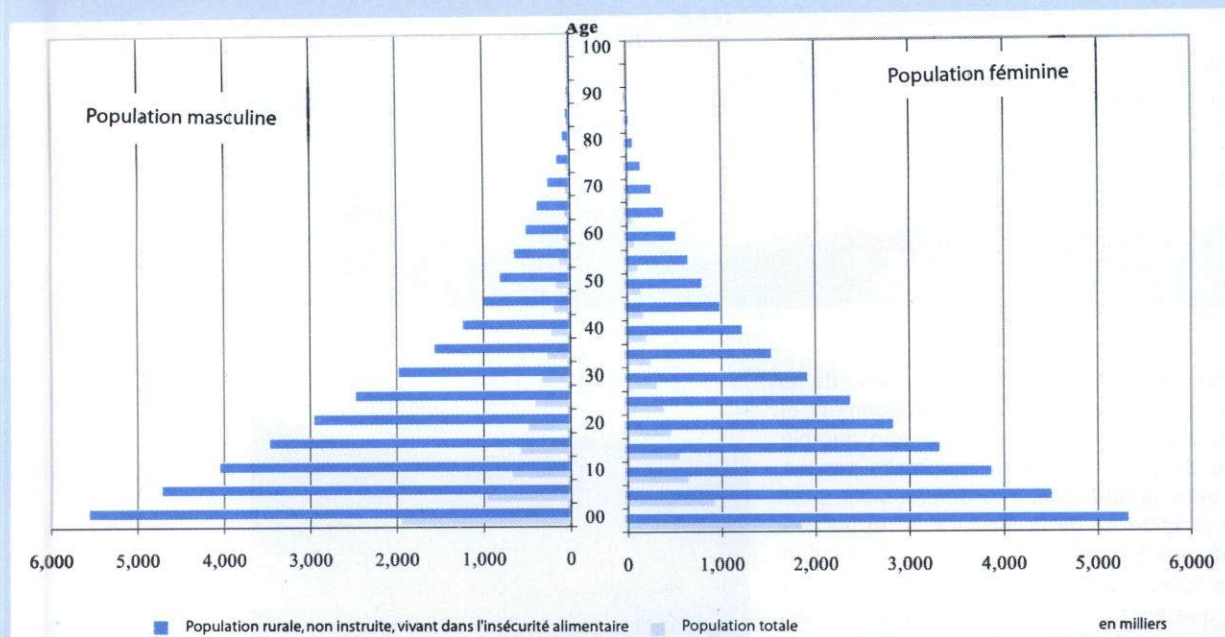
Le Cameroun est représentatif des nombreux pays dotés d'une législation ou de politiques qui concernent directement les domaines interdépendants ou en tiennent compte. Des politiques et des programmes divers ont été élaborés dans le but d'améliorer durablement le bien-être de la population. Les décideurs camerounais connaissent donc très bien les interdépendances (population, environnement, agriculture) et les politiques adoptées en tiennent compte. Il semble donc inutile de convaincre les autorités de l'importance de la théorie, mais il faudra en revanche plaider pour son application.

Si l'élaboration de plans stratégiques a son importance, elle ne préjuge en rien du succès de leur mise en œuvre. Élaborer des politiques est une chose, les exécuter avec succès en est une autre. Étant donné que l'approche globale est censée porter sur plusieurs fronts à la fois et que les ressources financières sont plutôt rares, on peut se demander si le Cameroun dispose des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs visés par ses politiques. Il y a actuellement de bonnes raisons de penser que les lois et les politiques n'ont pas été appliquées suffisamment vigoureusement face aux problèmes fondamentaux.

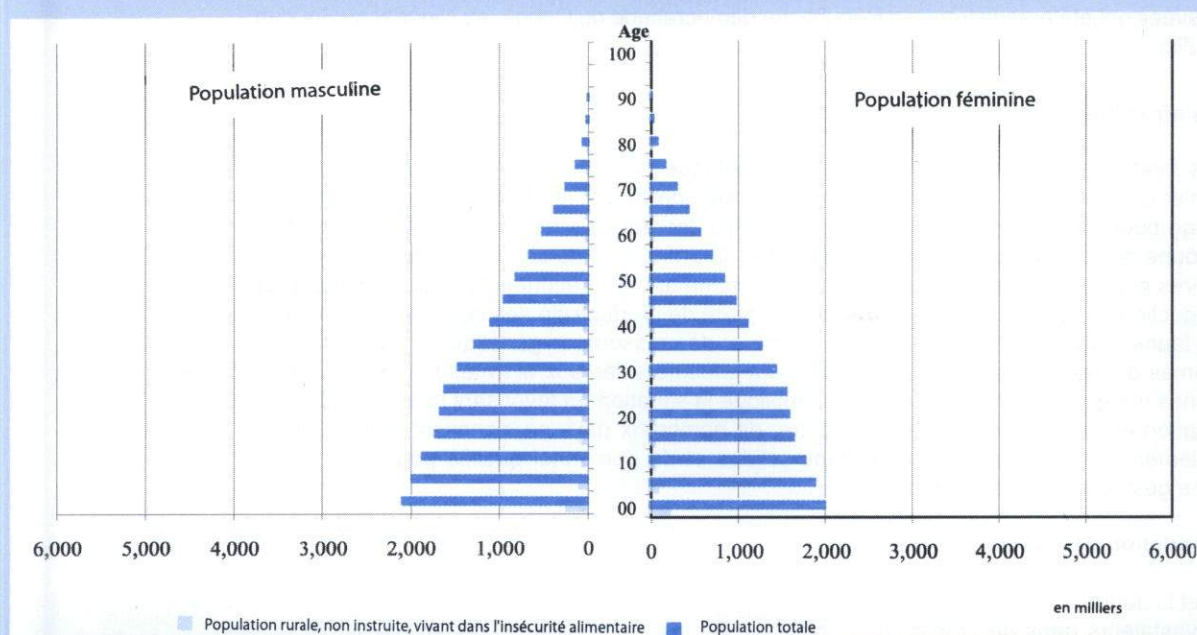
À travers le modèle PEDa, nous avons apporté la preuve que l'exécution des plans stratégiques déjà élaborés par le Cameroun aura, sans nul doute, des effets positifs sur la sécurité alimentaire et le niveau de vie des populations. Cela vaut tout particulièrement pour le sous-groupe le plus vulnérable, celui de la «population rurale illettrée vivant dans l'insécurité alimentaire». Si les objectifs stratégiques sont atteints, ce groupe diminuera en termes absolus et en terme relatifs. En revanche, si le scénario du taux constant se produit, ce groupe augmentera considérablement. Les dirigeants camerounais doivent y voir un avertissement clair: il est inutile de se bercer d'illusion dans ce domaine. Les scénarios du modèle PEDa font apparaître la contribution déterminante des trois domaines interdépendants à la reprise économique et au bien-être général de la population, compte tenu des effets produits sur chacun des secteurs, mais aussi sur les deux autres secteurs. Pour ce qui est du Cameroun, les décideurs peuvent être assurés que les plans stratégiques peuvent donner de bons résultats. En les exécutant, ils mettront le Cameroun sur la voie du développement durable.



## Scénario du taux constant pour l'an 2050



## Scénario des objectifs stratégiques pour l'an 2050



<sup>1</sup> La présente brochure est basée sur l'étude intitulée «Population, environnement et agriculture au Cameroun: une analyse des interrelations et des politiques mises en œuvre» élaborée par Aka Kouame, Samson Lamle et Gueye Abdoulaye en mai 1999, à la demande de la Commission économique pour l'Afrique.

<sup>2</sup> Les scénarios et les résultats présentés ont été produits avec le prototype camerounais du modèle PEDAS.

## Sources:

Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, World Population Prospects, The 2000 Revision, New York 2001.

PNUD, PNUE, WB, WRI, World Resources 2000-2001, People and

Ecosystems: The Fraying Web of Life, Institut mondial pour les ressources (WRI), Washington, 2000.

ANDI, Africa Nutrition Database Initiative Website (Banque mondiale, FAO, UNICEF et OMS) <http://www.africa-nutrition.net/>  
FAOSTAT, Site Web de la base de données statistiques de la FAO, <http://apps.fao.org/>

UNESCO, site Web de l'Institut de la statistique de l'UNESCO, <http://unesco.stat.unesco.org/>

PAM, site Web du Programme alimentaire mondial, <http://www.wfp.org/>



# Secteur forestier, pauvreté et développement durable en Afrique Collaboration entre le FAO, la BAD et la CEA dans le cadre de L'étude prospective du secteur forestier en Afrique

Don Oben, Division du développement durable, CEA

Études de cas

Depuis l'adoption, en 1922, à Rio de Janeiro, de la Déclaration sur l'environnement et le développement et de la Déclaration de principes pour la gestion durable des forêts, peu de progrès ont été accomplis par les pays africains dans la lutte contre la déforestation préconisée par le chapitre 11 de la Déclaration et par les principes relatifs aux forêts (Action 21). Une évaluation des ressources forestières mondiales effectuée récemment confirme que les forêts disparaissent plus rapidement en Afrique et en Amérique latine. En Afrique, on estime que la couverture forestière a diminué de 5,262 millions d'hectares par an, soit 0,8 % entre 1990 et 2000.

En d'autres termes, le continent a perdu 8 % de ses zones forestières au cours de la décennie écoulée. Les pertes les plus élevées ont été enregistrées en République démocratique du Congo, au Nigéria, au Soudan, en Zambie et au Zimbabwe.



## Recul des forêts africaines

L'épuisement des forêts et des ressources forestières de l'Afrique (voir encadré 1) découle de plusieurs facteurs, au premier rang desquels figure la grave menace que constituent les activités humaines, notamment le défrichage pour gagner de nouvelles terres agricoles, les activités minières de surface, les feux incontrôlés, les coupe de bois, le ramassage de bois de feu, la production de charbon et la récolte de ressources alimentaires non conventionnelles. Ces activités, notamment les pratiques agricoles non durables, ont entraîné la réduction du couvert végétal, l'érosion et la perte de productivité des sols, ainsi que la perte de l'habitat de la faune sauvage, de la diversité biologique et des ressources génétiques. Dans certaines zones, les problèmes de densité de la population et d'autres facteurs liés aux activités humaines, notamment dans les zones marginales, ont sérieusement compliqué la situation en favorisant la dégradation des sols, la désertification et l'exploitation minière. En outre, de nombreux pays ne disposent pas de cadres législatifs ou réglementaires appropriés, d'institutions solides et de personnel qualifié pour assurer une planification et une gestion efficaces de la forêt.

## Effets de la dégradation des forêts

La déforestation et la dégradation des forêts ont eu des effets dévastateurs dans de nombreux pays africains en termes d'aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. C'est le cas notamment dans les régions forestières où la production agricole et le tourisme jouent

### Encadré 1

#### Ressources forestières et animales de l'Afrique

L'Afrique dispose de 650 millions d'hectares de ressources forestières, soit 22 % de la superficie totale du continent ou 17 % des forêts du monde qui couvrent 3869 millions d'hectares. Sur ce total, les plantations forestières ne couvrent que 8 millions d'hectares.

Les forêts tropicales africaines représentent 13 % de la couverture forestière mondiale et comprennent des forêts tropicales humides à feuilles caduques, des forêts tropicales sèches et des forêts tropicales de montagne que l'on retrouve essentiellement en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Les forêts subtropicales sont surtout des forêts de type sec avec quelques forêts subtropicales de montagne dans les parties septentrionale, orientale et australe du continent.

L'Afrique dispose également d'une riche diversité d'animaux et de plantes. Le bassin du Congo abrite à lui seul 400 espèces de mammifères, quelques 1000 espèces d'oiseaux et 10000 espèces végétales dont 3000 sont endémiques. Le Ruwenzori, le Kilimandjaro et le Karthala sont des volcans africains où l'on trouve des plantes inconnues ailleurs.

Source: CFFSA, *Ibid.*



## Encadré 2

## Rôle du secteur forestier dans les économies nationales

La forêt joue un rôle de premier plan dans les économies africaines, notamment dans les pays fortement boisés d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. Ce secteur génère des recettes à l'exportation et crée des emplois, assure l'approvisionnement en produits ligneux locaux et contribue au produit intérieur brut. Au Ghana, le secteur forestier occupe la quatrième place derrière le tourisme, les mines et l'agriculture. La population africaine, notamment en Afrique subsaharienne, dépend fortement du bois pour l'énergie domestique et d'autres besoins. En 2000, l'Afrique a consommé :

- 64 millions de m<sup>3</sup> de rondins,
- 13,3 millions de m<sup>3</sup> de planches et
- 4,6 millions de m<sup>3</sup> de pâte à papier et de produits en papier.

La consommation de bois de feu a atteint 463,86 millions de m<sup>3</sup>. Le bois fournit entre 61 % et 82 % de l'énergie totale consommée dans le continent et, par rapport à d'autres régions, l'Afrique détient de loin le record par habitant de consommation de combustibles ligneux qui couvrent entre 90 % et 98 % des besoins en énergie des ménages.

Le tourisme naturel est une source de revenus et d'emplois. Les produits forestiers non ligneux comme les racines, le gibier, le miel, les fruits et fruits secs, les légumes, les feuilles et l'écorce des arbres sont autant d'aliments. Les autres produits non ligneux sont les plantes médicinales, les résines, les colorants, les tanins, les gommes, les parfums, les batonnets «dentifrices», le fourrage, le rotin, le bambou, les fibres et les matières d'emballage. Certains produits non ligneux, comme le vin de palme ou les noix de cola (*cola nitida*) ont des vertus aussi bien socioculturelles qu'économiques.

Toutes sortes d'espèces de la faune sauvage sont exploitées aux fins d'alimentation. Dans la plus grande partie de l'Afrique occidentale et de l'Afrique centrale, la viande d'animaux sauvages, les poissons des torrents des forêts et un grand nombre d'insectes fournissent un complément de protéines non négligeable. Au Ghana, au Togo, au Bénin et au Nigéria, la valeur du commerce de la viande d'animaux sauvage est estimée entre 150 à 160 Millions de dollars É.U.

Source: CFFSA, *Ibid.*

un rôle important dans les recettes d'exportation, la création d'emplois, la fourniture de produits ligneux locaux, de ressources alimentaires non conventionnelles et d'énergie, etc. (voir encadré 2), autant de facteurs qui contribuent à renforcer la croissance économique et à atténuer la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

L'Afrique connaît des changements sociaux, politiques et économiques rapides qui ont tous des effets sur les forêts mais, dans le même temps, ouvrent de nouvelles perspectives pour le secteur forestier qui pourra ainsi apporter une contribution non négligeable au développement social et économique. En l'absence de forêts saines et d'autres types de couvert végétal, le secteur forestier ne pourra pas jouer un rôle durable dans cette transition politique, sociale et économique. C'est dans ce contexte qu'en 1998, la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique a fait sien l'Étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA) dans le cadre d'un effort de collaboration coordonné par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avec la participation de tous les pays africains, de la Banque africaine de développement (BAD), de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de l'Union européenne et de diverses organisations sous-régionales et régionales.

## Étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA)

Cette étude a pour but de proposer une perspective à long terme pour le développement du secteur forestier dans les pays africains dans le cadre des changements économiques, sociaux, institutionnels et technologiques à l'horizon 2020 (voir encadré 3), en analysant les tendances et les forces économiques, sociales et politiques émergentes qui domineront le secteur au cours des deux prochaines décennies. Sur la base de cette analyse, il a fallu identifier les diverses options en matière de politique, de programmes et d'investissement pour renforcer la contribution du secteur au développement socioéconomique durable.

L'Étude a été conçue pour compléter les autres initiatives de planification stratégique liées aux forêts des pays africains, notamment les programmes forestiers nationaux. Elle est censée relancer l'intérêt des donateurs et des autres parties prenantes, notamment les décideurs, pour le développement du secteur forestier africain en mettant l'accent sur la lutte contre la pauvreté et la gestion de l'environnement. Il a également été reconnu que certains des cadres de planification stratégique antérieurs avaient échoué parce qu'ils étaient contrôlés par les donateurs et intégrés à l'aide publique au développement. C'est pour cette raison que l'Étude a été fondée sur la participation et conçue pour être dirigée par les pays africains eux-mêmes avec la participation du secteur privé et des communautés du secteur forestier. L'Étude met également l'accent sur les potentialités des forêts africaines comme source de subsistance, notamment pour les populations pauvres. Enfin, elle propose différents scénarios pour les futurs investissements dans ce secteur par les secteurs publics et privé et jette les bases de l'intégration des activités forestières au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

## Principaux résultats de l'Étude et stratégie de mise en œuvre

L'Étude a bénéficié de plusieurs apports, dont les plus importants sont les cinq rapports prospectifs sous-régionaux et l'étude d'ensemble régionale mettant en relief différents scénarios pour le développement du secteur forestier. Ces rapports ont été présentés en 2002 à la 13<sup>ème</sup> session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique pour adoption, après avoir fait l'objet d'un examen approfondi lors de trois réunions sous-régionales et d'une réunion technique finale, qui s'est tenue en septembre 2001 à Addis-Abeba.

Les rapports offrent une bonne vue d'ensemble de la situation du secteur des forêts aux niveaux régional et sous-régional. Ils portent sur les principaux facteurs de changement, les scénarios possibles, leurs effets sur les principaux aspects de



### Encadré 3

#### Facteurs appelés à influencer sur les forêts et le secteur forestier africain

- L'accroissement continu de la population, qui devrait atteindre 400 millions d'ici à 2020, accélérera le processus de dégradation des ressources, notamment dans les pays à forte densité de population et à faible productivité.
- L'urbanisation rapide fera que près de 50 % de la population africaine vivra dans les zones urbaines d'ici à 2020.
- La pandémie du VIH/sida pose un sérieux problème de développement, en ce qu'elle épuisera les ressources des principaux protagonistes.
- La répartition très inégale des revenus et la pauvreté joueront un rôle important en déterminant indirectement le montant des investissements qui seront alloués au secteur forestier et la manière dont seront gérées les ressources de ce secteur.
- La dépendance persistante de l'Afrique à l'égard de l'agriculture et d'autres activités liées à la terre ainsi que les faibles niveaux de productivité auront pour effet d'augmenter la pression sur les terres forestières.
- Les réformes politiques et institutionnelles en cours, notamment l'importance accrue accordée à la bonne gouvernance, la participation du secteur privé, des collectivités locales et des autres parties intéressées constituent d'importantes forces de changement.
- L'Afrique continuera de subir les effets des événements externes induits par le processus de mondialisation, notamment les changements dans le domaine du commerce dus à l'évolution de l'offre et de la demande mondiales de biens et services, les efforts d'intégration aux niveaux régional et sous-régional, les innovations technologiques, l'évolution de l'investissement privé, l'endettement, les problèmes environnementaux et sociaux à l'échelle mondiale, l'évolution de l'approche en matière d'aide au développement, etc.

*Source: FAO/BAD: Étude prospective du secteur forestier en Afrique: perspective 2020 pour la région. note sur les facteurs de changement, situation du secteur forestier et scénarios de rechange (projet de document de travail). Réunion d'évaluation technique régionale; Addis-Abeba, 17-19 septembre 2001.*

la foresterie et de la faune sauvage ainsi que les priorités et les stratégies visant à renforcer la contribution des forêts au développement durable. Enfin, ils recensent les possibilités offertes par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et précisent la nature des interventions qui permettront au secteur des forêts de contribuer de manière substantielle à la réalisation des objectifs visant à atténuer la pauvreté et à protéger l'environnement.

#### Recommandations de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique (CFFSA)

Les débats de la 13<sup>ème</sup> session de la Commission, qui s'est tenue à Libreville, ont mis en relief les questions qui devraient bénéficier d'une attention accrue dans les recommandations de l'Étude, à savoir:

- a) Les mécanismes destinés à améliorer le financement de la gestion durable des forêts;
- b) La dimension culturelle des forêts et ses effets sur l'exploitation future de ce patrimoine;
- c) La nécessité de renforcer la coopération et la collaboration régionales et sous-régionales, notamment pour ce qui concerne la mise en valeur des ressources humaines;
- d) Les potentialités du commerce intra-africain des produits forestiers, compte tenu notamment de l'énorme demande émanant de certaines sous régions;
- e) Les potentialités de l'écotourisme et
- f) La transformation des produits forestiers non ligneux.

La session a également mis en exergue certains faits récents qui dénotent une évolution positive du secteur forestier en Afrique ainsi que les possibilités permettant de déboucher sur un scénario positif.

La Commission a également examiné la possibilité de faire participer les organismes régionaux et sous-régionaux à l'intégration effective des résultats de l'Étude aux actions de développement du secteur forestier. À présent que l'Étude est achevée, les prochaines étapes consisteront à en appliquer les recommandations aux niveaux national et sous-régional.

*Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique (CFFSA); Perspectives of Forestry and Wildlife in the Region, Note du secrétariat à la 13<sup>ème</sup> session, Libreville, (Gabon) 25-29 Mars 2002.*

*Étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA). On trouvera les rapports sur le site Web <http://www/fao.org/forestry> (voir Subject, Planning & Statistics, Africa, Description, Outlook Study Reports).*



# Effets du VIH/sida sur la fécondité en Afrique subsaharienne

James P.M. Ntozi, Makerere University (Ouganda)

La modification des niveaux de fécondité chez les femmes et les populations des zones fortement touchées d'Afrique subsaharienne est l'un des effets du VIH/sida. Cette maladie a produit ses effets dans ces zones par le biais des déterminants de la fécondité que sont le mariage, la contraception, la grossesse, l'avortement, l'allaitement, l'abstinence après l'accouchement, la stérilité pathologique et la fécondité naturelle.

## Le taux de fécondité pourrait baisser à l'ère du VIH/sida

Plusieurs facteurs favorisent cette tendance, notamment la réduction des rapports sexuels, le recul de l'âge moyen des premiers rapports et du mariage, le peu d'enclin de certains jeunes pour le mariage par peur de l'infection, la rupture des mariages lorsque les conjoints suspectent leur partenaire d'être séropositif, l'augmentation du nombre de veuves et la diminution du nombre de remariages en raison du recul de la pratique de l'héritage de la veuve. Les femmes séropositives ont davantage recours aux contraceptifs modernes que les femmes non infectées, la contraception chez les femmes séropositives se développe à mesure que la maladie progresse et l'utilisation des préservatifs par les femmes est de plus en plus courante.

Les femmes séropositives ont de faibles taux de grossesse, probablement parce qu'elles sont trop souvent malades pour avoir des rapports sexuels et qu'elles sont davantage sujettes au dérèglement du cycle menstruel, à l'aménorrhée et à l'avortement spontané. Pour éviter la transmission du VIH à leur progéniture, réduire le nombre des orphelins et le taux de progression du sida, les femmes séropositives ont de plus en plus souvent recours à l'avortement. Le VIH entraîne la stérilité chez la femme, augmente le taux de mortalité du fœtus et diminue la production de spermatozoïdes chez l'homme.

## Le VIH/sida pourrait entraîner une augmentation du taux de fécondité

D'un autre côté, l'épidémie pourrait faire augmenter le taux de fécondité par suite de la réduction des relations extraconjugales et de la polygamie par crainte de l'infection. L'abandon de l'allaitement maternel pour éviter aux bébés une contamination verticale pourrait raccourcir la durée de l'aménorrhée et favoriser la grossesse précoce. La propension des femmes à raccourcir la période d'abstinence après l'accouchement pour ne pas encourager leurs partenaires à avoir des relations extraconjugales, entraîne une réduction des intervalles entre les naissances.

Les programmes extensifs de traitement des maladies sexuellement transmissibles pourraient réduire l'infécondité et augmenter le nombre de grossesses. L'augmentation de la mortalité chez les nourrissons, les enfants et les adultes due au VIH/sida pourrait encourager les couples à multiplier les grossesses pour remplacer les disparus et assurer la survie de quelques enfants. Le recours accru aux préservatifs pour la protection contre l'infection par le VIH pourrait décourager le recours à des moyens de contraception plus efficaces, comme la pilule.

## Quelques exemples

Les exemples de sites en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie indiquent que le taux de fécondité global a baissé chez les populations fortement touchées par l'épidémie du VIH/sida. Toutefois, il faudrait que l'épidémie persiste très longtemps pour que l'on en ressente les effets sur le taux de fécondité au niveau national.

Source: Ntozi J.P.M. (2000): Effets du VIH/sida sur la fécondité en Afrique subsaharienne. Document présenté à la quatrième réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la CIPD, organisée du 28 au 31 janvier 2002, à Yaoundé (Cameroun), par le Secrétariat commun CEA/OUA/BAD en collaboration avec le FNUAP.

Pour plus de détails sur les documents du Comité de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la CIPD, consulter le site Web de la CEA Population Information Africa (POPIA) à l'adresse ci-après: <http://www.uneca.org/popia>



# Projet de gestion du développement par des simulations macroéconomiques

André Moutou, Directeur

*Institut panafricain pour le développement – Afrique centrale*

Depuis l'indépendance jusqu'à ce jour, les pays en voie de développement au sud du Sahara et les pays d'Afrique centrale sont confrontés aux problèmes de gestion économique et notamment de prise de décision d'orientation du développement économique et social. Héritiers d'un patrimoine où il n'existait aucun cadre valable et capable de faire de la gestion économique, les pays en voie de développement éprouvent des difficultés pour faire face aux exigences du développement économique.

De ce fait, et pour n'avoir pas cherché à combler le vide, le comportement des institutions africaines en matière de gestion économique laisse croire que ces pays:

- Ne maîtrisent pas le choix des projets économiques;
- Manquent de vision à long terme;
- Sont souvent surpris par certains événements mondiaux: chute des prix des matières premières, augmentation des prix du pétrole, dévaluation du FCFA par exemple, etc.

## **Le projet de l'Institut panafricain pour le développement – Afrique centrale**

Actuellement, avec la mondialisation et l'intégration économique sous-régionale, chaque pays est appelé à s'améliorer pour être plus compétitif et se faire une place dans un monde en mutation. Dans ce contexte, l'Institut panafricain pour le développement<sup>1</sup> – Afrique centrale (IPD-AC) a entrepris des actions en direction des pays de la sous-région Afrique centrale afin de mieux saisir leurs problèmes de développement.

Les contacts que l'Institut a eus avec différentes structures des pays en voie de développement et particulièrement celles de l'Afrique centrale ont révélé que la majorité des pays en voie de développement sont dotés de programmes/logiciels reçus des pays développés mais qu'ils ne les utilisent pas. Pour comprendre le phénomène de la non-utilisation des programmes/logiciels que l'on rencontre dans la presque totalité des pays en voie de développement au Sud du Sahara, IPD-AC a développé un courant d'échanges qui a permis de rencontrer les responsables et cadres des services de planification. Les différents contacts nous ont révélé que:

- Certains programmes/logiciels qu'ils avaient n'étaient pas conçus pour les pays en développement, ce qui ne favorise pas une utilisation aisée de ces programmes;
- Les programmes n'étant pas adaptés au contexte de l'économie africaine, leur utilisation nécessite quelques modifications que les cadres ne peuvent entreprendre;
- Certains programmes exigent des informations qu'on ne trouve pas toujours en l'état actuel du développement économique des pays en voie de développement.

Face à cette situation, il a été conclu que la quasi-totalité des services de planification connaissent des problèmes de gestion économique dus en partie à l'inexistence de programmes/logiciels simples, donc accessibles aux cadres en fonction dans les services de planification. Cette conclusion a amené à réfléchir sur la production d'un programme susceptible d'être utilisé par les cadres des services de planification pour la définition des politiques de développement.

## **Résultats du projet**

À l'issue des travaux menés au sein de l'Institut panafricain pour le développement – Afrique centrale, il a été produit, par les cadres de l'Institut, un programme sur Excel qui a été testé. Il est actuellement question de produire ledit programme en langage évolué.

Le produit conçu par l'IPD-AC est:

- Un programme simple, efficace et accessible à tous les professionnels des services de planification ou des services économiques;



## Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement

*Israel Sembajwe, Division du développement durable, CEA*



La deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement s'est tenue du 8 au 12 avril 2002, à Madrid (Espagne). Elle a regroupé plus de 180 délégations nationales, régionales et internationales comprenant plus de 1500 participants. Cette rencontre internationale a été placée sous le thème «**une société pour tous les âges**» (encadré 1).

Dans son discours à l'Assemblée mondiale, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a souligné la nécessité d'améliorer les conditions de vie des populations et de faire en sorte que l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées fasse partie intégrante de cette démarche (encadré 2).

Les déclarations de différentes délégations ont clairement reflété les préoccupations relatives aux personnes âgées qui prévalent actuellement dans le monde (encadrés 3 et 4). Aux termes de ces déclarations, tous les gouvernements ont pris conscience de la nécessité d'adopter une attitude internationale commune face aux opportunités et aux problèmes du vieillissement de la population au vingt-et-unième siècle et de faire avancer la notion de «société pour tous les âges».

De façon générale, on peut dire que l'Assemblée a été un grand succès, mais on attend la mise en place des mécanismes et la mobilisation des ressources qui garantiront la mise en œuvre effective des décisions prises.

### Déclaration politique de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement

En réponse aux préoccupations que suscitent la vitesse et l'ampleur du vieillissement dans le monde, l'Assemblée a adopté deux documents, à savoir la «Déclaration politique» et le «Plan international de Madrid, 2002», qui engagent les gouvernements à agir pour répondre au défi que pose le vieillissement de la population et proposent aux décideurs à travers le monde une série de 117 recommandations concrètes portant sur trois axes d'intervention prioritaires: les personnes âgées et le développement, l'amélioration de la santé et du bien-être du troisième âge et l'instauration d'un environnement propice et stimulant.

La Déclaration politique comporte une série d'articles, parmi lesquels l'engagement à agir à tous les niveaux dans les trois domaines prioritaires. Elle réaffirme les principes et recommandations concernant les mesures à prendre en matière de vieillissement adoptés en 1982 par l'Assemblée générale des Nations Unies et les principes des Nations Unies pour les personnes âgées, adoptés en 1991 par l'Assemblée générale, qui fournissent les orientations en matière d'indépendance, de participation, de prise en charge, d'épanouissement personnel et de dignité.

La Déclaration politique de Madrid reconnaît la nécessité d'intégrer effectivement la notion de vieillissement

#### Encadré 1: La notion de société pour tous les âges

Cette notion est inscrite dans le Programme d'action adopté au Sommet mondial pour le développement social, tenu en 1995 à Copenhague, au cours duquel les États membres ont examiné la signification de la notion de «société pour tous». Considérée comme l'objectif fondamental de l'intégration sociale, cette société est une société où «...toute personne, avec ses droits et ses responsabilités, doit jouer un rôle actif». En intégrant le facteur «âge» à la notion de société pour tous, on a adopté une approche globale qui transcende les générations et qui veut que «les générations investissent les unes dans les autres et partagent les fruits de cet investissement guidées par le double principe de la réciprocité et de l'équité».



## Encadré 2: Extrait du discours du Secrétaire général de l'ONU

Les conférences organisées durant les années 90 ont donné lieu à de nouveaux engagements internationaux couronnés par les Objectifs de développement du millénaire. Ces engagements constituent un véritable mode d'emploi pour améliorer les conditions de vie des gens en général et des personnes âgées, en particulier.

Le recours accru aux techniques de l'information et l'émancipation de la société civile constituent une révolution mondiale positive qui nous permettra de mettre en place les partenariats nécessaires pour instaurer une société pour tous les âges. Les pouvoirs publics sont les premiers concernés par le sort des personnes âgées et doivent, à ce titre, mettre en place des coalitions efficaces engageant tous les protagonistes, des ONG au secteur privé, des organisations internationales aux éducateurs et aux professionnels de la santé et, bien entendu, les associations des personnes âgées.

J'espère, que vous adresserez un message plus général au monde, à savoir que les personnes âgées ne sont pas une catégorie à part. Nous sommes tous appelés, avec un peu de chance, à vieillir un jour.

aux stratégies sociales et économiques de chaque pays. Elle souligne également que tous les gouvernements ont la responsabilité première de favoriser et de garantir l'accès aux services sociaux de base en ayant à l'esprit les besoins particuliers des personnes âgées. La Déclaration affirme que les gouvernements doivent montrer la voie en ce qui concerne les questions relatives au vieillissement et la mise en œuvre du Plan d'action international sur le vieillissement 2002, tout en soulignant que la collaboration effective entre les autorités nationales et locales, les organismes internationaux, les personnes âgées elles-mêmes et leurs organisations, les autres groupes de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, demeure indispensable.

### Plan d'action international sur le vieillissement 2002

Le Plan d'action international sur le vieillissement 2002 comporte, pour sa part, plusieurs recommandations concernant les mesures à prendre dans les trois domaines prioritaires.

Le premier domaine prioritaire, «les personnes âgées et le développement» comporte des recommandations relatives aux mesures à prendre dans les domaines ci-après: participation active à la vie de la société et au développement; travail et vieillissement de la main-d'œuvre; développement rural; migration et urbanisation; accès

aux connaissances, à l'éducation et à la formation; solidarité entre les générations; élimination de la pauvreté; sécurité des revenus, protection et sécurité sociales et prévention de la pauvreté; et situations d'urgence.

Le deuxième domaine prioritaire, «améliorer la santé et le bien-être du troisième âge» comprend des recommandations relatives aux mesures à prendre dans les domaines ci-après: amélioration de la santé et du bien-être tout au long de l'existence; accès universel et équitable aux services de soins de santé; personnes âgées et VIH/sida; formation de soignants et de professionnels de la santé; besoins des personnes âgées en matière de santé mentale; et personnes âgées et invalidité.

Le troisième domaine prioritaire «instauration d'un environnement propice et stimulant» contient des recommandations concernant les mesures à prendre dans les domaines ci-après: logement et environnement; soins et appui au personnel soignant; négligence, mauvais traitements et violence; et images du vieillissement. Le document propose également des modalités relatives à la mise en œuvre et au suivi; aux mesures aux niveaux national et international; à la recherche; ainsi qu'au suivi, à l'examen et à la mise à jour au niveau mondial.

### Forum mondial des ONG sur le vieillissement

En marge de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, s'est tenu le Forum mondial des ONG sur le vieillissement qui a regroupé presque autant de participants que l'Assemblée. L'objectif était de faire se rencontrer les représentants des ONG et les autres membres de la société du monde

## Encadré 3: Extrait d'une déclaration du Président de la délégation du Botswana

Même si le Gouvernement du Botswana ne dispose pas encore d'une politique spécifique pour les personnes âgées, il existe des programmes de protection sociale, parmi lesquels un programme en faveur des déshérités qui permet aux personnes âgées de bénéficier d'une allocation si elles n'ont ni pension, ni biens, et ne sont pas prises en charge par leurs enfants. Les établissements de santé offrent un complément d'alimentation et les soins sont pratiquement gratuits, notamment pour les personnes âgées démunies.

Mon Gouvernement a mis en place en 1996 un autre programme intitulé *Old Pension Scheme* ou plan de retraite, qui permet aux personnes âgées de 65 ans et plus de bénéficier d'une pension mensuelle qui leur est versée sans tenir compte de leur situation économique antérieure, et les plus démunies ont la possibilité de bénéficier d'autres programmes nationaux.



**Encadré 4:**

**Extrait de la déclaration du Ministre de la fonction publique, du travail et de la protection sociale du Zimbabwe**

Le Gouvernement zimbabwéen, en collaboration avec les parties prenantes, notamment *HelpAge Zimbabwe*, a recensé les questions qui doivent être prises en compte pour faciliter le processus visant à assurer que les personnes âgées puissent bénéficier de leurs droits. Les programmes d'aide aux personnes âgées en cours prévoient notamment:

- La fourniture à titre gratuit de denrées alimentaires, de soins et d'une protection dans le cadre du *Social Welfare Assistance Act* (loi sur l'aide en matière de protection sociale);
- La gratuité des traitements médicaux;
- L'hébergement dans le cadre de trois plans pour les personnes âgées indépendantes, celles qui doivent être surveillées pour certaines activités et celles qui nécessitent des soins infirmiers de jour comme de nuit. Tout en essayant d'éviter les soins institutionnalisés, le Gouvernement zimbabwéen s'efforce de prendre en charge les personnes âgées qui ont besoin d'aide;
- Des mesures législatives en matière de soins et de protection des personnes âgées : en consultation avec les personnes âgées, les organisations non gouvernementales comme *HelpAge Zimbabwe* et d'autres parties prenantes, le Gouvernement zimbabwéen a élaboré un projet de loi en faveur des personnes âgées qui est actuellement à l'examen;
- La sécurité des revenus: le Zimbabwe considère que les personnes âgées doivent pouvoir accéder à la nourriture, à l'eau, au logement, aux vêtements et aux soins de santé grâce à un revenu régulier. Toutefois, à l'instar de beaucoup de pays en développement, son action est limitée du fait qu'il ne dispose pas des ressources nécessaires pour financer des activités génératrices de revenus et des programmes d'éducation et de formation appropriés.

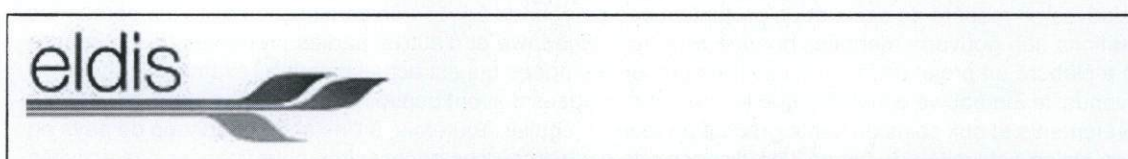
entier pour débattre des intérêts et des besoins des personnes âgées ainsi que de la nouvelle stratégie internationale d'action en matière de vieillissement pour 2002.

Pour plus de détails, consulter le site Web de la conférence à l'adresse ci-après: <http://www.un.org/ageing/>





PopPlanet est conçu et géré par le Population Reference Bureau dans le cadre du projet de communication MEASURE. C'est un site Web pour apprendre et échanger des informations et communications sur la population, la santé et l'environnement dans différentes régions. Les profils de pays détaillés offrent une vue d'ensemble et une analyse fine des interdépendances entre la population, la santé et l'environnement avec des liens vers des essais, rapports, livres, articles récents, lois, organigrammes d'institutions et services, cartes, tableaux, photos, bases de données et autres: <http://popplanet.org/PopPlanet/>



Le site Web de ELDIS (*Electronic Development and Environment Information System*) propose une série d'indicateurs utilisés dans différents domaines, notamment le développement humain, le développement durable, le développement économique et social, etc., qui sont publiés par les institutions internationales. ELDIS est un portail contenant des informations sur les questions de développement qui ouvre l'accès à de nombreuses ressources en ligne.

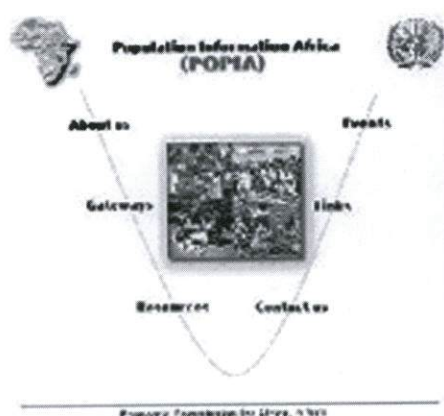
Il propose également un inventaire de sites Web, de bases de données, de catalogues de bibliothèques et de listes de discussion par courrier électronique.

<http://www.ids.ac.uk/eldis/hot/indicaor.htm>



Site Web officiel du Sommet de Johannesburg 2002 ou Sommet mondial pour le développement durable. On y trouve des informations sur le processus préparatoire aux niveaux national, régional et mondial, les documents du Sommet, le calendrier des manifestations ainsi que des nouvelles du Sommet. Le site comporte également des liens vers les organisations, concernées par le Sommet pour aider les visiteurs à accéder à l'information et à mieux s'imprégner des enjeux.

<http://www.johannesburgsummit/.org/index.html>



Population Information – Africa (POPIA) est une initiative de la Division du développement durable de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) visant à créer un espace en ligne afin de diffuser les informations relatives à la population et au développement auprès des décideurs, des planificateurs et des chercheurs africains et de faciliter les échanges entre eux. On trouvera dans ce site des informations sur le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor (DDN) et du Programme d'action de la CIPD. POPIA propose une liste complète de ressources en matière d'informations sur la population, notamment des publications, des bibliographies, des données et des indicateurs, des bonnes pratiques, des instruments, etc. On y trouvera également des ressources sur la population et le développement ainsi que des liens vers les institutions nationales, régionales et internationales s'occupant essentiellement des questions de population et de santé en matière de reproduction en Afrique avec, chaque fois que possible, des liens vers leurs sites Web.

<http://www.uneca.org/popia>



# Dates à retenir

## Dates à retenir

Conférences, réunions et ateliers organisés par la Commission économique pour l'Afrique (CEA)  
Pour plus de détails, prendre contact à l'adresse ci-après: CEA, boîte postale 3001, Addis-Abeba (Éthiopie),  
tél (251) 1 517200, télécopie (251) 1 510350; courrier électronique: <http://www.un.org/Depts/eca>

Forum du développement de l'Afrique – FDA: «Good Governance for Progressing Africa»  
Addis-Abeba (Éthiopie) (dates non encore fixées).

Troisième réunion de la Commission du développement durable (CSD)  
Novembre 2003 (lieu non encore déterminé).

5<sup>ème</sup> réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement  
2003 (Dates non encore fixées).

Troisième réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI III)  
Thème: «Information for Governance», mai 2003, Addis-Abeba (Éthiopie).

### Manifestations organisées par d'autres institutions ou organisations

Sommet mondial sur la société de l'information (WSIS)  
Genève, 10-12 décembre 2003

Pour plus de détails, prendre contact à l'adresse ci-après: Secrétariat exécutif, Sommet mondial sur la société de l'information, Union internationale des télécommunications (UIT), Place des Nations, 1211 Genève 20, téléphone +41 22 730 63 17, télécopie +41 22 730 63 93, courrier électronique: [wsis@itu.int](mailto:wsis@itu.int)  
Réunion ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit en développement et des pays donateurs et représentants des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport de transit  
2003 (dates et lieu non encore arrêtés).  
Pour plus de détails, consulter le site Web de l'ONU: <http://www.un.org/events/index.html>

Quatrième Conférence africaine sur la population  
Sur le thème «Population and poverty in Africa: facing up to the challenges of the 21<sup>st</sup> Century»  
8-12 décembre 2003, Rabat (Maroc)  
Pour plus de détails, s'adresser à: Union for African Population Studies (UAPS) BP 21007 Dakar-Ponty, Dakar (Sénégal, Tél: (221) 825 59 51/824 35 28, télécopie: (221) 825 59 55, courrier électronique: [uaps@uaps.org/uaps@sentoo.sn](mailto:uaps@uaps.org/uaps@sentoo.sn)

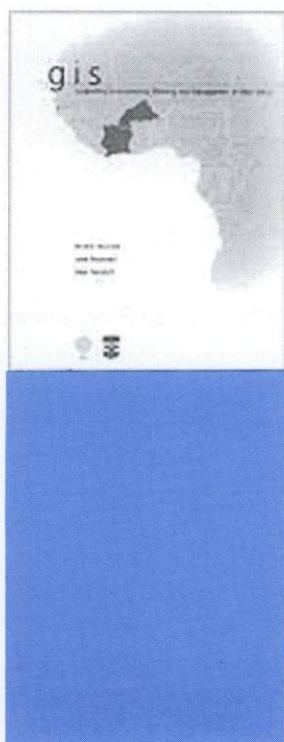
41<sup>ème</sup> session de la Commission du développement social  
Sur le thème: «Coopération nationale et internationale pour le développement social»  
Février 2003, New York (États-Unis)  
Pour plus de détails, s'adresser à: Division des politiques sociales et du développement, UNDESA, DC2-1370, New York, NY 10017 (États-Unis), Internet: <http://www.un.org/esa/socdev/csd/2002.htm>

Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation: alphabétisation pour tous  
2003-2012

Année internationale de l'eau douce  
2003



# Nouvelles acquisitions de la bibliothèque



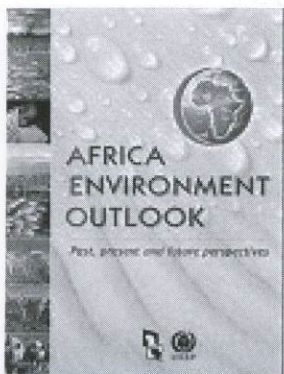
**GIS: Supporting environmental planning and management in West Africa**  
Institut mondial pour les ressources, novembre 2001

Ce rapport examine la manière dont le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Gambie utilisent les techniques GIS (système d'information géographique) depuis leur apparition à la fin des années 1980. C'est la première fois que le recours à ces techniques connues sous le terme générique de Système d'information géographique, fait l'objet d'une étude comparative.

L'accès à des informations précises en temps voulu est indispensable pour la prise de décision. Le Système d'information géographique est une technique de plus en plus utilisée par les décideurs, notamment pour la planification et la gestion de l'environnement. Durant la décennie écoulée, les organismes en charge de l'aide internationale ont aidé les pays en développement, notamment en Afrique, à adopter ce système comme moyen de renforcer le processus d'élaboration des politiques en matière d'environnement.

Cette étude analyse l'utilisation et les effets du Système d'information géographique dans la prise de décision en Afrique. Elle est parrainée par le groupe de travail *Information Working Group for Africa* (activité conjointe de l'Agence des États-Unis pour le développement international et de l'Institut mondial pour les ressources) et est réalisée en étroite collaboration avec EIS-AFRICA, organisation non gouvernementale panafricaine et réseau d'experts du Système d'information géographique. L'étude a été réalisée en deux ans à partir de 1999. Treize études de cas concernant trois pays sont résumées dans le rapport.

On trouvera le texte intégral sur CD-ROM et sur le site Web ([www.wri.org](http://www.wri.org))  
Institut mondial pour les ressources, 10 G Street, NE, Washington, DC 20002 (États-Unis), téléphone: 1+202/729-7600, télécopie: 1+202/729-7610, courrier électronique [front@wri.org](mailto:front@wri.org), site Web <http://www.wi.org/>



**Africa Environment Outlook**  
**Past, present and future perspectives**  
PNUE, Nairobi, 2002

Ce rapport, qui a été établi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, constitue l'évaluation la plus complète et la plus sérieuse qui ait été faite de l'environnement du continent. On y trouve une analyse globale et intégrée de l'environnement de l'Afrique ainsi qu'une évaluation détaillée de l'état actuel de l'environnement de la région avec les tendances discernables en la matière et un examen de l'interdépendance complexe entre les événements naturels et les effets des actions de l'homme sur l'environnement. Le rapport analyse dans ce contexte les effets des changements de l'environnement en termes de vulnérabilité et de sécurité humaines, présente une série de scénarios pour l'avenir de l'Afrique et propose des recommandations pour des mesures concrètes susceptibles, à terme, d'amener la région à suivre le scénario le plus favorable.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), United Nations Avenue, Gigiri, BP 30552, Nairobi, (Kenya), téléphone: (254-2)621234, télécopie: (254-2) 624489/90, site Web <http://www.unep.org>





Population Briefs est un bulletin trimestriel de recherche du Population Council, disponible gratuitement sur le site Web de cet organisme. Il contient de brefs comptes rendus sur la recherche dans différents domaines de la santé en matière de reproduction.

Population Briefs, The Population Council, One Dag Hammarskjöld Plaza, New York NY 10017, télécopie: (212) 755-6052 courrier électronique: [pubinfo@popcouncil.org](mailto:pubinfo@popcouncil.org)  
Site Web: <http://www.popcouncil.org/publications/popbriefs/default.htm> Population Briefs can be found at <http://www.popcouncil.org/publications/popbriefs/default.htm>

## Preventing HIV infection, Promoting Reproductive Health: UNFPA Response 2002 UNFPA, 2002

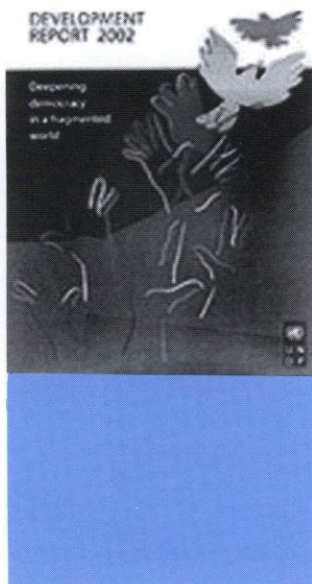
Cette publication annuelle, qui s'intitulait auparavant *AIDS Update*, est la 11<sup>ème</sup> du genre. Elle renseigne sur les mesures prises par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour prévenir l'infection par le VIH.

Le VIH/sida menace de détruire toute une génération de dirigeants, de travailleurs, de parents et de jeunes et de créer une génération d'orphelins dans les pays les plus touchés. Dans de nombreux pays, l'infection progresse sournoisement au sein de la population avant de produire ses effets dévastateurs.

Le FNUAP est bien préparé à lutter contre le VIH/sida, fort de plus de 30 années d'expérience dans le traitement des questions sensibles touchant différents secteurs, et de sa capacité à évoluer dans des environnements sociaux, culturels et religieux variés.

Pour le FNUAP, la prévention du VIH s'inscrit dans le cadre de son mandat consistant à prévenir toutes les infections d'origine sexuelle et à favoriser les droits en matière de reproduction. Afin de relever les défis qui s'annoncent, le FNUAP est conscient qu'il faut renforcer davantage les partenariats, notamment par le biais de l'ONUSIDA, et mobiliser les ressources financières et techniques nécessaires pour tenir les promesses. Le système des Nations Unies, les gouvernements, la société civile et les collectivités doivent mettre en commun leurs efforts en transcendant les frontières, les barrières et les cultures et œuvrer ensemble vers un seul objectif: arrêter la progression du VIH/sida.

Contact: Fonds des Nations Unies pour la population, 220 East 42nd street, New York, NY 10017 (États-Unis), télécopie: +1-212-557-6416, la version électronique de cette publication est disponible sur le site Web du FNUAP: <http://www.unfpa.org/aid/2002update/index.htm>



## Rapport mondial sur le développement humain 2002: approfondir la démocratisation dans un monde fragmenté – PNUD, 2002

Ce rapport analyse la participation politique en tant que dimension du développement humain. Il souligne l'importance des libertés politiques comme objectif du développement humain et examine la manière dont les institutions démocratiques contribuent au progrès économique et social. Le rapport analyse les questions du pouvoir, de la politique et du développement humain et souligne la nécessité de renforcer en permanence les capacités en matière de démocratie au sein et entre les gouvernements, les institutions et les collectivités, riches et pauvres.

Kofi Annan, Aung San Suu Kyi, Sayyed Mohammad Khatami, Abdoulaye Wade, Jody Williams et Bono ont contribué à ce rapport.

La version papier est disponible à la vente en anglais et dans neuf autres langues et peut être commandée à l'adresse ci-après: <http://www.undp.org/hdr2001/order.html> Les versions électroniques en anglais, français et espagnol peuvent être téléchargées à l'adresse ci-après: <http://www.undp.org/hdr2002>. Pour toute information complémentaire, prendre contact avec le bureau de PNUD le plus proche ou avec le siège à l'adresse ci-après: PNUD, 1 UN Plaza, New York, N.Y. 10017, (États-Unis).